



Numéro 1 - mars 2018

## Après une fin d'année 2017 en hausse, les prix agricoles et des intrants marquent le pas début 2018

### ■ Synthèses Viticulture

Sur la première partie de campagne 2017-2018, le recul des disponibilités et le dynamisme des exportations tirent les prix des vins d'appellation à la hausse

*L. Bernadette*

### ■ Synthèses Consommation

En 2017, poursuite du repli de la consommation de viande à domicile par les ménages français et stabilité de la consommation de viande calculée par bilan

*A. Lavergne*

### ■ Synthèses IAA

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année

*M. Kuhn-Le Braz*

### ■ Synthèses Commerce extérieur agroalimentaire

En 2017, l'excédent agroalimentaire recule de nouveau et atteint son plus bas niveau depuis 2009, sous l'effet d'une chute des exportations de céréales et de la hausse des importations

*T. Champagnol*





# Éditorial

## Après une fin d'année 2017 en hausse, les prix agricoles et des intrants marquent le pas début 2018

Après un début d'hiver caractérisé par des températures plutôt douces et un retour des pluies en décembre, les trois premiers mois de 2018 ont été particulièrement atypiques par rapport aux normales : précipitations largement excédentaires combinées à un record de douceur en janvier et à une vague de froid en février (*Infos rapides Climatologie, avril 2018*). Au 1<sup>er</sup> avril 2018, l'indice d'humidité des sols est excédentaire dans la plupart des régions sauf le long de la frontière avec l'Italie.

Selon les estimations établies au 1<sup>er</sup> avril, les surfaces consacrées aux céréales à paille diminueraient légèrement en 2018, à l'exception des emblavements de blé tendre en progression modérée (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, avril 2018*). Après un recul en 2017 lié à la sécheresse au moment des semis, les surfaces de colza se redresseraient, retrouvant des niveaux moyens. Les soles consacrées aux pommes de terre de conservation et demi-saison prolongeraient la tendance à la hausse observée depuis 2016 tandis que celles de betteraves industrielles se stabiliseraient au niveau élevé atteint en 2017 dans un contexte de fin des quotas sucriers. En février 2018, à la faveur d'une sécheresse persistante sur le continent américain, les prix mondiaux des céréales se sont redressés par rapport au mois précédent, atteignant même leur niveau le plus élevé depuis plusieurs mois pour le blé. Au niveau européen, l'amélioration des prix a été moins marquée. Ceci s'explique par des perspectives de culture demeurant globalement correctes malgré quelques épisodes de froid, dans un contexte d'offre mondiale soutenue et de concurrence vive à l'exportation avec une parité eurodollar défavorable aux ventes européennes. Sur un an, les cours des céréales françaises sont de nouveau en baisse en février 2018, de même que ceux des oléagineux.

Avec des températures hivernales douces, favorables à la production de légumes, notamment de choux-fleurs, mais peu propices à la consommation des légumes d'hiver, le marché des poireaux, des salades et des choux-fleurs s'est déséquilibré en janvier 2018. En février 2018, sous l'effet d'une moindre disponibilité et d'une demande relancée par le froid, les prix du chou-fleur se sont ressaisis. Depuis le début de l'année, l'ensemble des prix des légumes sont en

net repli sur un an tout en se maintenant à l'équilibre des prix moyens 2013-2017, à la faveur de marchés porteurs pour l'endive et la carotte par rapport aux prix sur cinq ans (*Infos rapides Légumes, mars 2018*).

Les cours des fruits se raffermissent en janvier et encore plus en février, avec un marché dynamique de la poire, de la pomme et du kiwi, grâce à la demande intérieure (relancée par les températures plus fraîches) et extérieure (toujours vive du fait de disponibilités réduites en Europe). En conséquence de la baisse des récoltes et d'une demande ferme au niveau européen, le niveau des stocks français de pommes en chambres froides est, fin février, inférieur à celui de 2017 et à la moyenne 2013-2017. Le stock de poires est également en deçà du stock de 2017 et du niveau moyen en lien avec un écoulement fluide en poires Conférence après des sorties importantes en Comice en janvier (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mars 2018*).

En 2017, historiquement faible, la récolte viticole française s'est établie en baisse de 18 % par rapport à la moyenne des cinq dernières récoltes, à 36,8 millions d'hectolitres selon les estimations du SSP au 1<sup>er</sup> novembre 2017. Sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, les exportations de vins tranquilles d'appellation d'origine protégée (AOP), se redressent vers l'UE en volume tout en restant dynamiques à destination des pays tiers, notamment vers la Chine et le Canada, comparativement à la même période de la campagne 2016-2017. Dans le prolongement des augmentations enregistrées en 2016/2017, les prix des vins d'appellation sont en hausse sur la première partie de la campagne 2017-2018 (*Sur la première partie de campagne 2017-2018, le recul des disponibilités et le dynamisme des exportations tirent les prix des vins d'appellation à la hausse, Viticulture, n° 2018/319, mars 2018*). Sur les deux premiers mois de 2018, les prix des vins d'appellation s'établissent nettement au-dessus de 2017, à des niveaux jamais atteints depuis 2005.

Après une année 2017 en repli, les abattages des animaux de boucherie s'accroissent sur un an sur les deux premiers mois de 2018, sauf pour les ovins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, mars 2018*). Les cours s'établissent au-dessus de ceux de 2017, à l'exception de ceux des porcins.

Les prix des bovins bénéficient d'une offre limitée en bovins mâles et veaux de boucherie mais également du soutien des cours des vaches laitières, malgré la hausse des abattages. En revanche, l'importance des mises à la réforme des vaches allaitantes commence à peser sur les cours. Le marché du broutard se ressaisit sur un an en janvier, grâce aux échanges avec l'Italie.

Sur les deux premiers mois de 2018, les abattages de porcins demeurent en hausse sur un an, à l'image du redressement opéré en seconde partie d'année 2017. L'offre tend à s'alourdir et la demande est peu active. En février, les cours demeurent au plus bas, bien en deçà de ceux de 2017. En Allemagne, l'insuffisance de l'offre a provoqué un rebond des cours début février, qui s'est propagé aux autres pays européens avec pour la France un sursaut en fin de mois. Le solde du commerce extérieur de la viande de porc redevient déficitaire en janvier malgré le dynamisme des exportations vers l'Italie et l'Asie (hors Chine).

Après la fin de la baisse saisonnière, moins marquée qu'en 2017, et tirés par le manque d'offre à l'approche de la fête de Pâques, les cours des agneaux entament leur remontée plus précocement qu'à l'accoutumée, se situant en février 2018 au-dessus de ceux de 2017.

En 2017, pour la troisième année consécutive les achats en volume de viande ont pâti d'un repli de la consommation à domicile par les ménages, à l'exception de la viande de poulet, de la viande hachée et des autres élaborés (saucisses à cuire, brochettes). Ce repli s'inscrit dans un contexte de prix d'achat en hausse mais aussi de modifications des comportements alimentaires depuis plusieurs années. Parallèlement, la consommation apparente de viande, calculée par bilan, qui inclut la restauration collective, se serait, elle, stabilisée. Celle de viande de volaille s'est accrue (+ 2,2 %), principalement soutenue par les achats de poulet. À l'inverse, la consommation de viande de boucherie a diminué au même rythme qu'en 2016 (- 0,8 %) (*En 2017, poursuite du repli de la consommation de viande à domicile par les ménages et stabilité de la consommation française de viande calculée par bilan, Consommation n° 2018/322, avril 2018*).

Fin 2017, les effectifs d'animaux recensés dans les exploitations s'inscrivent dans la tendance à la baisse enregistrée depuis plusieurs années, sauf pour les caprins et surtout les porcins. Parmi les principaux cheptels européens, les effectifs se sont accrus pour les porcins tandis qu'ils se maintenaient pour les bovins et se repliaient pour les ovins (sauf au Royaume-Uni, 1<sup>er</sup> cheptel en Europe et en Irlande) (*Infos rapides Cheptel Bovins/ovins/porcins/caprins, mars 2018*). En 2018, la production devrait de nouveau diminuer, particulièrement au 1<sup>er</sup> semestre, à l'exception de celle des porcins et des caprins. En Europe, la production se maintiendrait globalement pour les bovins tandis qu'elle augmenterait pour les porcins, caprins et ovins.

Après un recul en 2017 essentiellement dû aux dindes et surtout aux canards, les abattages de volaille sont à nouveau en progression sur les deux premiers mois de 2018 aussi bien en têtes qu'en tec. En février, les tonnages de poulets dépassent de 10 % les niveaux moyens de la période 2013-2017. En recul depuis août 2017, seuls les abattages de canards à gaver continuent de se contracter en février 2018 sur un an, à l'exception du sursaut de janvier expliqué par le niveau bas de l'activité en 2017. Après s'être stabilisés sur un an de juillet à octobre, les cours de l'ensemble des volailles se replient depuis. En janvier 2018, les mises en place de poussins de chair sont en hausse pour toutes les espèces. Le déficit commercial global se creuse en janvier essentiellement en lien avec l'accroissement des importations de poulets, la diminution des ventes de poulet vers les pays tiers ayant été en partie compensée par la hausse des débouchés européens. Les mises en place de poulettes de ponte se réduisent sur un an en janvier en raison d'exportations importantes de poussins. Malgré la pression de l'offre européenne et la retombée de la flambée des cours, les prix des œufs demeurent toutefois en forte hausse sur un an (*Infos rapides Aviculture, avril 2018*).

Après une collecte stable en 2017, le repli des premiers mois ayant été compensé par le rebond enregistré depuis septembre, la collecte française de lait de vache poursuit sa progression sur les deux premiers mois de 2018 à l'approche du pic printanier. Elle bénéficie de disponibilités en fourrage de qualité mais également d'un prix du lait en hausse. La collecte mondiale continue de progresser malgré quelques signes de ralentissement en Océanie et dans l'UE. La demande mondiale en produits laitiers est plutôt dynamique et les fabrications françaises sont orientées vers certains types de fromages et vers les matières grasses. Toujours tirés par le manque de disponibilités, les prix du beurre continuent de flamber en France sur un an, soutenant les cours du lait tandis que ceux de la poudre de lait sont toujours au plus bas (*Infos rapides Lait, avril 2018*).

En rupture avec une fin d'année en progression, suivie d'un mois de janvier en repli, les cours de l'ensemble des produits agricoles à la production sont quasiment stables en février 2018 par rapport au mois précédent. Sur un an, ils se contractent de 1,7 % pour le deuxième mois consécutif, tout en demeurant nettement au-dessus de ceux de 2016 particulièrement bas. De leur côté, les prix à la consommation des biens alimentaires sont en légère progression sur un an en février (+ 0,9 %). Si les prix des légumes répercutent, en l'atténuant, les baisses des cours à la production, ceux de la viande de porc augmentent (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, mars 2018*).

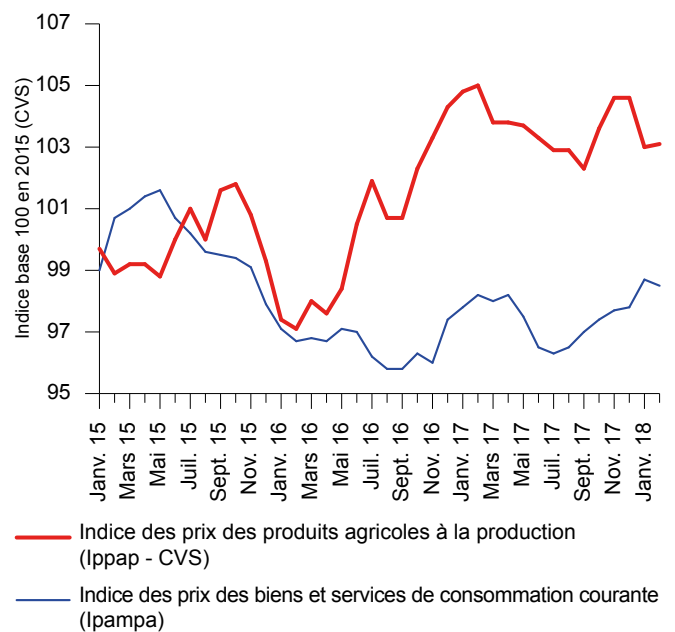
Parallèlement, après la hausse de la fin de l'année 2017 qui se prolonge en janvier, le coût des intrants se stabilise en février 2018 sur un an et par rapport au mois précédent. L'accroissement du coût de l'énergie et des lubrifiants compense le repli des engrais et des aliments

pour animaux. En janvier 2018, la production d'aliments composés est à l'image de l'ensemble de l'année 2017, en légère diminution sur un an. Les fabrications d'aliments pour bovins se contractent tout en étant bien supérieures au niveau moyen de 2017, tandis que celles pour porcins et volailles (poulets) augmentent. La production d'aliments à destination des palmipèdes continue de pâtir de la baisse d'activité consécutive à l'épizootie d'influenza aviaire. Avec un cours du maïs plus élevé que celui du blé, les fabricants privilégient l'incorporation de blé (*Infos rapides Coûts de production, mars 2018*).

Avec le même niveau de production qu'au trimestre précédent, la production des IAA (hors tabac) a reculé sur un an au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 contrairement aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres. Les fabrications de produits alimentaires sont à l'origine de cette contre-performance, celles des boissons s'étant maintenues légèrement au-dessus de leur niveau de 2016. Les exportations de boissons ont été dynamiques en volume et en valeur, tirées par la demande des pays tiers, mais n'ont pu empêcher l'excédent commercial global des IAA de se réduire sur un an pour la première fois depuis le début de l'année, sous l'effet d'une nouvelle dégradation du déficit des produits alimentaires (*Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année, IAA, n° 2018/320, janvier 2018*). L'excédent des échanges de produits transformés s'est cependant redressé au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, contribuant à l'amélioration sur l'ensemble de l'année. Il a toutefois été insuffisant pour compenser le déficit annuel enregistré pour la première fois depuis 30 ans des échanges de produits agricoles bruts, pénalisés par la contre-performance à l'exportation de céréales et la hausse des importations de produits bruts, notamment de fruits et légumes (*En 2017, l'excédent agroalimentaire recule de nouveau et atteint son plus bas niveau depuis 2009, sous l'effet d'une chute*

*des exportations de céréales et de la hausse des importations, Commerce extérieur agroalimentaire, n° 2018/321, avril 2018*). En janvier et février 2018, le solde des produits bruts redevient positif grâce aux ventes de céréales tandis que l'excédent en produits transformés se redresse sur un an en février. Tous produits confondus, l'excédent s'accroît sur un an, aussi bien avec l'UE qu'avec les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, avril 2018*).

### En février 2018, les prix des produits agricoles à la production et des prix d'achat des moyens de production agricole marquent le pas



Sources : Insee, Agreste





## Sur la première partie de campagne 2017-2018, le recul des disponibilités et le dynamisme des exportations tirent les prix des vins d'appellation à la hausse

***En 2017, la production française de vins, estimée en novembre 2017 à 36,8 millions d'hectolitres, sera historiquement basse. Malgré des stocks en hausse, les disponibilités en vins pour la campagne 2017-2018 sont évaluées en nette baisse. En première moitié de campagne, sur la période d'août 2017 à janvier 2018, les exportations en volume de vins d'appellation d'origine protégée (AOP), hors Champagne, se redressent vers l'Union européenne (UE) et poursuivent leur dynamisme vers les pays tiers, notamment vers la Chine et le Canada, comparativement à la même période de la campagne 2016-2017. Dans le sillage des hausses sur la campagne 2016-2017 (août 2016-juillet 2017) les cours des vins d'appellation, hors Champagne, sont soutenus sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018 (août 2017-janvier 2018).***

### Recul des disponibilités en vins en début de campagne 2017-2018

Selon les estimations au 1er novembre 2017 du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), la récolte viticole française s'établirait à 36,8 millions d'hectolitres (hl) en 2017 (tableau 1). La production chuterait de 19 % sur un an et de 18 % comparée à la moyenne des récoltes sur la période 2012-2016. Le gel de printemps qui a fortement affecté la production du Sud-Ouest (Bordelais

essentiellement), des Charentes, du Jura et de l'Alsace, ainsi que la sécheresse persistante sur le pourtour méditerranéen, expliquent ce recul. Elle serait historiquement basse et inférieure à celle de 1991, concernée elle aussi par un gel sévère.

En Europe, la production de vins serait faible, en contraction de 15 % sur un an selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV). En Italie, premier producteur mondial, la récolte (hors jus

et moûts), chuterait de 23 % par rapport à 2016, à 39,3 millions d'hl. En Espagne, troisième producteur au monde derrière la France, elle reculerait de 15 % sur un an, tombant à 33,5 millions d'hl. Malgré le dynamisme dans les pays de l'hémisphère Sud, la production mondiale de vins serait impactée, s'établissant à un niveau historiquement peu élevé : 246,7 millions d'hl, hors jus et moûts, soit une diminution de 8 % par rapport à 2016, année également en repli.

Tableau 1

### En 2017, récolte viticole en forte baisse

Catégorie de vins	2017	2016	Moyenne 2012-2016	2017/2016 (%)	2017 / Moyenne 2012-2016 (%)
Vins AOP	17 074	20 966	20 589	-19	-17
Vins pour eaux-de-vie	6 836	7 723	8 214	-11	-17
Vins IGP	10 599	12 799	12 682	-17	-16
Autres vins (dont vins sans IG)	2 300	3 985	3 576	-42	-36
<b>Total vins</b>	<b>36 809</b>	<b>45 474</b>	<b>45 061</b>	<b>-19</b>	<b>-18</b>

Les estimations portent sur les récoltes annuelles totales, et non sur les parties commercialisables de ces récoltes.  
Sources : Agreste pour 2017, Agreste-DGDDI (Douanes) pour années antérieures

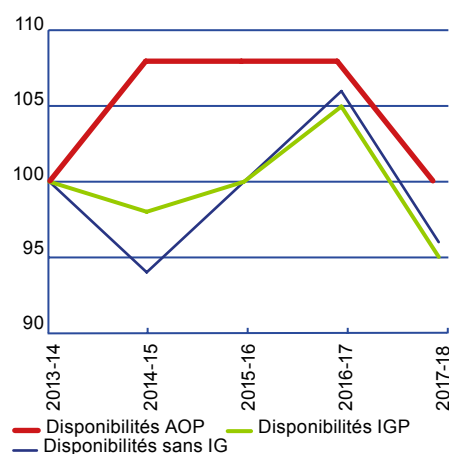
D'après les données de la Direction générale des douanes (DGDDI), les stocks français de vins à la propriété en début de campagne 2017-2018 seraient en hausse (+ 6 % sur un an), atteignant 31,5 millions d'hl. Ils augmenteraient de 4 % pour les vins AOP, à 23,2 millions d'hl, et plus encore pour ceux avec ou sans indication géographique protégée (+ 24 % pour les sans IG et + 7 % pour les IGP, soit respectivement 2,1 et 6,2 millions d'hl).

Au total, les disponibilités en vins (production 2017 + stocks à la production au 1er août 2017), en début de campagne 2017-2018, estimées à 61 millions d'hl, reculeraient de 8 % par rapport à la campagne précédente, tous vins confondus, en raison du niveau historiquement bas de la récolte 2017 (*graphique 1*). Les disponibilités se contracteraient de 8 % sur un an pour les AOP et de 10 % pour les vins IGP ou sans IG.

Graphique 1

### En début de campagne 2017-2018, baisse des disponibilités pour toutes les catégories de vins

Base 100 en 2013/2014



Source : Agreste, bilan DGDDI période de 2013 à 2017

### Hausse marquée des transactions de vins en vrac sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018

En cumul sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018 (août 2017 à janvier 2018), les transactions de vins en vrac IGP augmentent de 16 % en volume sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer. La hausse est légèrement moins marquée pour les vins rouges et rosés (+ 15 %) que pour les vins blancs (+ 20 %). Les transactions en volume de vins sans IG augmentent de 40 % sur un an, tout en restant inférieures de 17 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. Avec un poids de 62 % dans le total des transactions en volume de vins sans IG contre 56 % en 2016-2017, ce sont les ventes de vins sans mention de cépage qui sont les plus soutenues (+ 53 % sur un an). Dans la mesure où elle ne porte que sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, soit

64 % du volume total, cette progression des ventes est toutefois toute relative. Ce dynamisme, concentré les tous premiers mois de campagne, découle aussi du déstockage des vins antérieurs à la nouvelle campagne 2017-2018, les stocks au 1er août 2017 s'étant accrus sur un an, notamment pour les vins sans IG

### Vers l'UE, les exportations de vins français d'appellation se redressent

Lors de la campagne 2016-2017 (août 2016-juillet 2017), les volumes exportés de vins, hors spiritueux, ont renoué avec la hausse (+ 3 % par rapport à la campagne 2015-2016), après avoir reculé lors des quatre campagnes précédentes. En valeur, la croissance a été encore plus forte, atteignant + 7 %. Cette tendance a toutefois recouvert des évolutions contrastées entre l'UE et les pays tiers : nouveau recul des volumes exportés vers l'UE (- 1 % sur un an) et poursuite de la progression vers les pays tiers (+ 10 %).

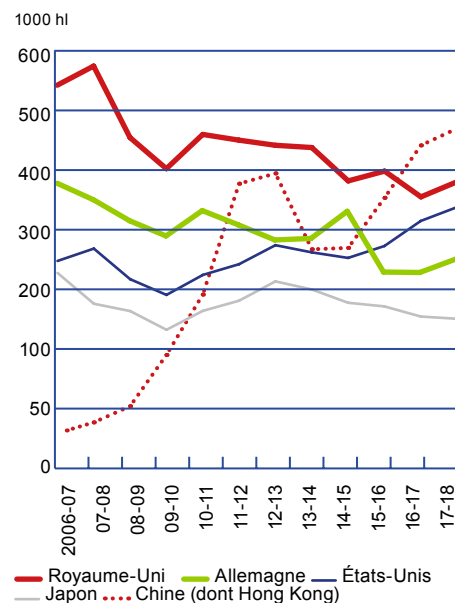
Sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, les exportations de vins, hors spiritueux, confortent, en les amplifiant, les rythmes de hausse en volume de la campagne précédente tout en étant légèrement moins dynamiques en valeur (respectivement + 5 % et + 6 % sur un an). Les volumes exportés se redressent à destination de l'UE (+ 3 %), après plusieurs années de repli, tandis qu'ils continuent de croître vers les pays tiers (+ 9 %). Les exportations augmentent vers l'Allemagne (+ 4 % en volume comme en valeur). Les ventes de vins AOP contribuent à la hausse en valeur vers l'UE (+ 7 %), en particulier à destination du Royaume-Uni (+ 10 %) et vers l'Allemagne (+ 12 %) tandis qu'elles sont quasiment stables en volume (- 1 %). Quant aux exportations de vins IGP à destination de l'UE, elles croissent de 8 % en volume mais de seulement 2 % en valeur.

Vers les pays tiers, la hausse des volumes exportés est portée aussi bien par les AOP que par les autres vins tranquilles. Elle atteint + 4 % pour les vins tranquilles AOP, avec notamment + 5 % à destination du Canada. Les exportations de vins AOP vers la Chine, premier destinataire des vins français d'appellation, demeurent dynamiques

(+ 5 %), mais dans des proportions moindres que lors de la campagne précédente (+ 20 %) (*graphique 2*). Vers ce pays, les volumes exportés de vins rouges des Côtes du Rhône et ceux du Languedoc-Roussillon gagnent respectivement + 55 % et + 7 % sur un an. En direction du

Graphique 2

### La Chine est le premier client de la France pour les vins AOP



Cumul des exportations de vins AOP tranquilles, en volume, sur les six premiers mois de campagne

Source : DGDDI

Japon, les exportations de vins AOP perdent de nouveau du terrain (- 2 %), après la baisse de 6 % sur un an lors de la campagne précédente. Quant aux ventes vers les États-Unis, elles continuent d'augmenter en volume (+ 5 %) et surtout en valeur (+ 10 %). Depuis 2015, les exportations de vins français d'appellation vers les pays tiers dépassent, en volume, celles vers l'UE (*graphique 3*). Concernant les vins sans appellation, les volumes expédiés vers les pays tiers augmentent de 11 % pour les IGP et de 19 % pour les sans IG. Cet accroissement des vins IGP en volume s'accompagne de prix plus bas que ceux de la campagne précédente, limitant la hausse en valeur des exportations (+ 9 %).

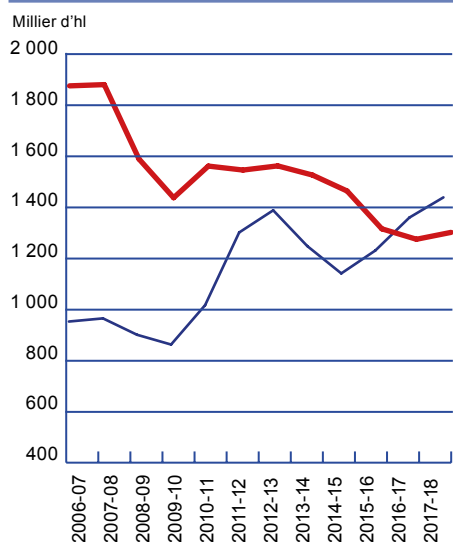
S'agissant du Champagne, les volumes exportés poursuivent leur hausse modérée (+ 1 %). La progression concerne les pays-tiers (+ 4 %) alors que l'UE enregistre à nouveau une baisse (- 1 %). Ces résultats masquent



cependant des disparités : au Royaume-Uni, les volumes exportés se contractent de 9 %, affectés par la dévaluation de la livre sterling, alors qu'ils s'accroissent de 21 % vers le Japon.

### Graphique 3

#### Depuis 2015, les exportations de vins AOP vers les pays tiers dépassent en volume celles vers l'Union européenne



— Union européenne — Pays tiers  
Cumul des exportations de vins AOP tranquilles, en volume, sur les six premiers mois de campagne

Source : DGDDI

Enfin, les volumes exportés de Cognac augmentent une nouvelle fois (+ 7 % comparativement à la même période de 2016-2017). En valeur, les ventes affichent une hausse moins marquée (+ 4 %), signe d'une baisse des prix à l'exportation. Le dynamisme des exportations en volume provient uniquement des échanges avec les pays tiers (+ 9 %) et plus particulièrement des ventes vers la Chine (+ 31 %) et vers les États-Unis (+ 8 %), les exportations à destination de l'UE reculant (- 3 %).

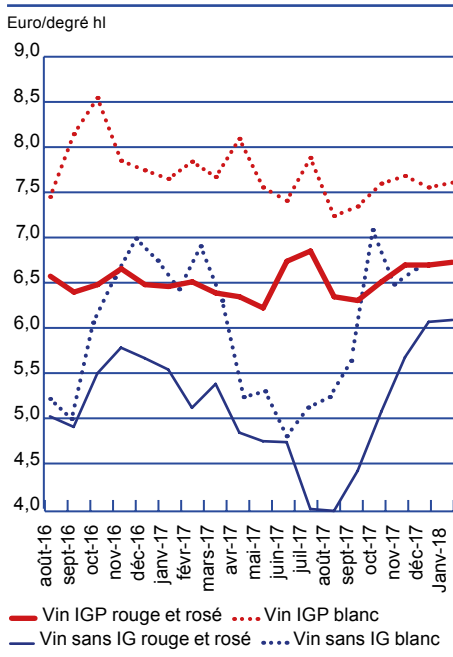
#### Léger repli des prix des vins français sans appellation

Sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, alors que les prix des vins IGP augmentent de 1 %, les prix moyens des vins français sans IG, toutes couleurs confondues, sont en léger retrait par rapport à la même période de la campagne précédente (- 2 %). En revanche, ils ne cessent de progresser fortement d'un mois sur

l'autre depuis août 2017, notamment pour les vins rouges (+ 46 %) (graphique 4).

### Graphique 4

#### Prix des vins sans IG orientés à la hausse depuis août 2017



Source : FranceAgriMer, contrats d'achats

En 2017, les prix des vins espagnols sans IG importés par la France ont augmenté de 16 % par rapport à 2016, atteignant 41 euros/hl. Dans le même temps, les volumes importés fléchissaient de 6 %. Avec le recul de la production viticole espagnole en 2017 (la troisième plus faible depuis quinze ans), la hausse des prix des vins sans IG espagnols pourrait se poursuivre et favoriser la réduction des importations françaises.

#### Les prix des vins d'appellation demeurent soutenus en ce début de campagne

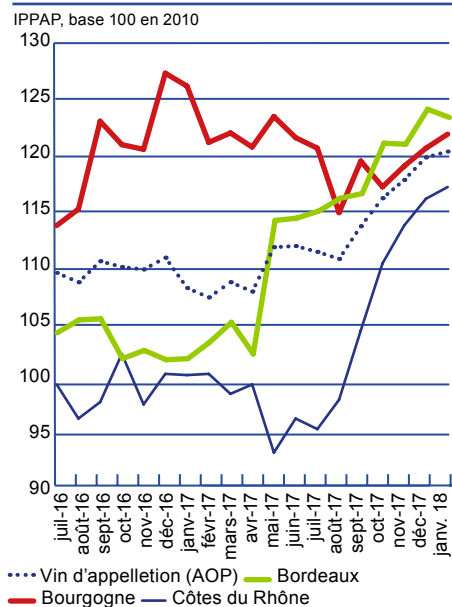
Les prix des vins d'appellation (hors Champagne) de la campagne 2016-2017 (mesurés par l'indice des prix à la production entre août 2016 et juillet 2017) ont été supérieurs de 6 % à ceux de la campagne 2015-2016, soutenus par des disponibilités limitées (- 2 %) et un commerce extérieur dynamique. Les prix des vins de Bourgogne ont gagné 18 %. Ce sont surtout les Bourgogne blancs qui ont profité du rebond (+ 22 %). Les prix des Côtes-du-Rhône ont diminué de 3 %, alors que les appellations du pays Nantais, d'Anjou-Saumur-Touraine ainsi que du

Languedoc, ont augmenté sur un an (respectivement + 41 %, + 9 % et + 1 %). Enfin, les prix des vins de Bordeaux se sont redressés (+ 4 %), après un léger repli lors de la campagne précédente. De leur côté, les prix du Champagne ont de nouveau affiché une hausse modérée (+ 1 %).

Sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, les prix des vins d'appellation, hors Champagne, sont favorablement orientés (+ 6 % par rapport à la même période de la campagne précédente). La plupart des bassins viticoles sont concernés par cette hausse : les appellations de Bordeaux (+ 16 % sur un an), les Côtes du Rhône (+ 10 % avec une fermeté particulière des cours depuis mai 2017), les appellations du Pays Nantais (+ 26 %), de Provence (+ 15 %) soutenues par le succès à l'international des rosés, enfin celles du Roussillon (+ 8 %) et du Languedoc (+ 4 %) (graphique 5).

### Graphique 5

#### Des prix des vins de Côtes du Rhône particulièrement dynamiques entre mai 2017 et janvier 2018



Source : Insee - Indice des prix agricoles à la production (Ippap)

En revanche, les cours des vins d'appellation de Bourgogne se replient légèrement (- 3 %), après la forte augmentation en 2016-2017, tout en se maintenant au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 15 %).

## Sources et définitions

### Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), correspondent au stade de la première commercialisation et sont issus des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer [www.franceagrimer.fr/](http://www.franceagrimer.fr/).
- Les prix des vins d'appellation sont mesurés par l'indice des prix agricoles à la production. Ces indices de prix sont élaborés par l'INSEE à partir des ventes en vrac des vins AOP.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/)
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI).

### Définitions

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.
- Stocks français de vins à la propriété : stocks de produits viti-vinicoles présents dans les chais des producteurs au 1<sup>er</sup> août 2017.
- Les disponibilités regroupent les stocks de vins à la propriété au 1<sup>er</sup> août 2017 et la production de vins de 2017.
- La production viticole mentionnée dans cette publication comprend l'ensemble de la récolte. Elle inclut les différentes catégories de vins (AOP, IGP, sans IG, vins pour eaux-de-vie) commercialisables de l'année, les dépassements de plafond, les lies et produits dérivés de la récolte. Elle est une estimation provisoire réalisée au 1<sup>er</sup> novembre

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une production viticole 2017 estimée, au 1<sup>er</sup> novembre, à 36,8 millions d'hl, en baisse de 18 % par rapport à la moyenne quinquennale », Infos rapides Viticulture n°2017-168, novembre 2017
- « En début de campagne 2016-2017, la croissance des exportations des vins d'appellation vers les pays tiers se poursuit », Synthèses n°2017/299, janvier 2017



### En 2017, poursuite du repli de la consommation de viande à domicile par les ménages français et stabilité de la consommation de viande calculée par bilan

**En 2017, dans un contexte de prix à la consommation en hausse et pour leur seule consommation à domicile, les achats en volume de viande par les ménages sont de nouveau en repli, toutes espèces confondues. Les achats de viande hachée, d'élaborés (saucisses à cuire, brochettes) et de poulet, font néanmoins exception, plus particulièrement ceux de morceaux de poulet découpé. Sur la même période, la consommation apparente de viande (y compris la restauration hors foyer), calculée par bilan, est quasiment stable sur un an (+ 0,1 %). La consommation calculée de viande de volaille s'accroît (+ 2,2 %), soutenue principalement par les achats de poulet alors que celle de viande de boucherie diminue au même rythme qu'en 2016 (- 0,8 %).**

**En 2017, pour la troisième année consécutive, la consommation de viande à domicile des ménages se réduit en volume**

En 2017, sur la période allant du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017, les achats de viande par les ménages pour leur consommation à domicile se contractent, pour la troisième année consécutive, d'après le panel Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer (tableau 1). Toutes formes confondues, c'est-à-dire viande fraîche, élaborés (y compris viande hachée), charcuterie ou surgelés, les ménages réduisent leurs achats de viande en volume dans un contexte de prix moyens en progression.

Toutes les catégories de viande sont concernées par la baisse des achats en volume, y compris la volaille, à

l'exception de la viande de poulet. La contraction des volumes de viande de boucherie est légèrement plus

marquée qu'en 2016, contrairement à celle des achats de volailles.

#### Estimation de la consommation de viande : sources et méthodes

Dans cette note, la consommation de viande est estimée de deux façons : les achats effectués par les consommateurs, à partir des déclarations d'un panel de ménages (Kantar Worldpanel) et la consommation mesurée par bilan.

■ Les achats de consommation consistent à interroger un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Par construction, on évalue la consommation des ménages à domicile en excluant la consommation hors foyer.

■ La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage, des flux du commerce extérieur et des variations de stocks, selon la formule suivante : **consommation = abattages + importations viandes – exportations viandes + stock**

**début – stock fin.** Dans la mesure où les stocks de viandes chez les opérateurs ne peuvent être pris en compte (à l'exception de la volaille pour laquelle les stocks sont fournis par les abattoirs et ateliers de découpe), la consommation calculée s'apparente davantage à une mise à disposition sur le marché intérieur qu'à la consommation finale des ménages. Sous cette réserve, la consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, à domicile et hors foyer, en viande fraîche ou sous forme de plats cuisinés.

Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents (encadré – rubrique méthode)

## En 2017, le recul des achats de viandes de boucherie (viande fraîche, élaborés, charcuterie et surgelés confondus) par les ménages s'amplifie

Dans la continuité des baisses enregistrées depuis neuf ans, les achats en volume de viande de boucherie fraîche, hors élaborés, se réduisent de nouveau en 2017 (tableau 2). Plus prononcé qu'en 2016 (- 3,9 % sur un an après - 3,3 % en 2016) du fait de la dégradation des achats de porc frais, le repli concerne toutes les espèces de viande. Il s'inscrit à la fois dans un contexte de progression plus soutenue qu'en 2016 des prix d'achat dans leur ensemble : + 1,3 % en 2017, après + 0,8 % en 2016, mais plus généralement de modifications des habitudes alimentaires, notamment en matière de produits carnés.

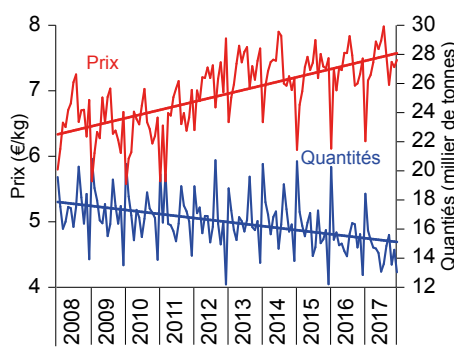
Bien que bénéficiant de niveaux de prix traditionnellement plus bas que les autres viandes, les achats de viande de porc diminuent en volume (- 4,9 %) en lien peut être avec la hausse des prix plus marquée en 2017

(+ 1,6 %) qu'en 2016 (+ 0,5 %). L'effet se ressent particulièrement juste avant l'été, au moment du fléchissement saisonnier des achats (graphique 1). Les volumes de porc représentent presque la moitié des achats totaux de viande par les ménages.

Malgré des prix quasiment égaux, les achats en volume de viande fraîche de

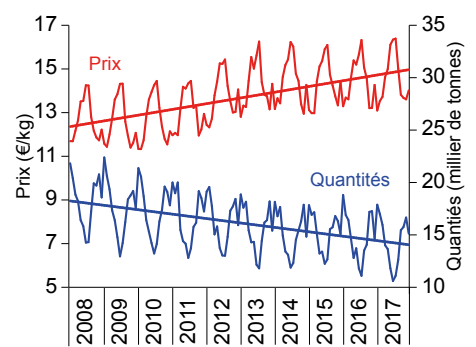
bœuf se réduisent à un rythme proche de celui de 2016 (- 2,7 %), mais supérieur au taux annuel moyen de la période 2012-2016 (- 2,3 %). Moins consommée sur la première moitié d'année, la viande de bœuf renoue avec la hausse des achats ensuite quand les prix baissent (graphique 2).

Graphique 1  
Viande fraîche de porc : une baisse des achats en volume particulièrement marquée avant l'été



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Graphique 2  
Viande fraîche de bœuf : des quantités achetées qui repartent à la hausse au second semestre avec la baisse des prix



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Tableau 1

En 2017, les quantités de viande de boucherie et de volailles achetées – viandes fraîches, élaborés, charcuterie et surgelés confondus – diminuent de nouveau

	Quantités achetées en 2017 <sup>1</sup>	Évolution sur un an des quantités achetées		Prix moyen	Évolution sur un an du prix moyen d'achat	
		2017/2016 <sup>1</sup>	2016/2015		2017 <sup>1</sup>	2017/2016 <sup>1</sup>
	(%)	(%)		(€/kg)	(%)	
<b>Viande de boucherie</b>						
(y compris élaborés, surgelés et charcuterie et hors abats)	<b>72</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 1,7</b>	<b>10,73</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 0,9</b>
dont bœuf <sup>2</sup>	18	- 1,5	- 1,9	11,91	0,0	+ 0,8
veau	3	- 4,0	- 4,7	15,32	- 0,4	+ 0,9
porc	46	- 2,3	- 1,0	9,81	+ 2,5	+ 1,2
mouton-agneau	2	- 5,4	- 5,7	14,44	+ 1,5	0,0
cheval	0,2	- 12,5	- 14,0	16,59	- 1,5	+ 3,3
<b>Viande de volaille</b>						
(y compris élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	<b>28</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 1,6</b>	<b>7,88</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,4</b>
dont poulet	17	+ 1,2	+ 0,2	7,70	+ 1,5	+ 0,2
dinde	5	- 2,1	- 2,8	8,43	+ 0,3	- 1,5
canard	1	- 8,6	- 9,3	12,21	+ 3,6	+ 2,9

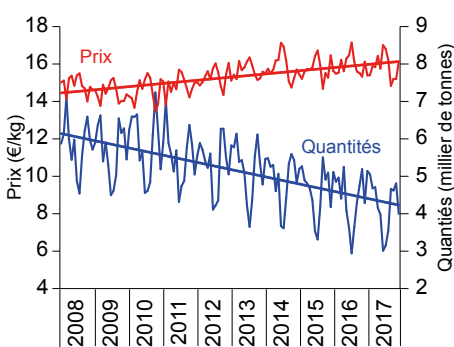
1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017).

2. Bœuf = viande bovine à l'exception du veau.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Bien qu'en repli saisonnier tout au long du 1<sup>er</sup> semestre 2017 et en fin d'année, les quantités de viande fraîche de veau achetées par les ménages baissent toutefois moins fortement sur l'ensemble de l'année que lors des deux années précédentes (- 3,3 % en 2017 après - 4,2 % en 2016 et - 6,5 % en 2015), dans un contexte de prix en légère diminution et toujours supérieurs à ceux de la viande de bœuf (*graphique 3*). Quant à la consommation de viande fraîche

**Graphique 3**  
**Viande fraîche de veau : baisse saisonnière des achats pendant l'été et en fin d'année**



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

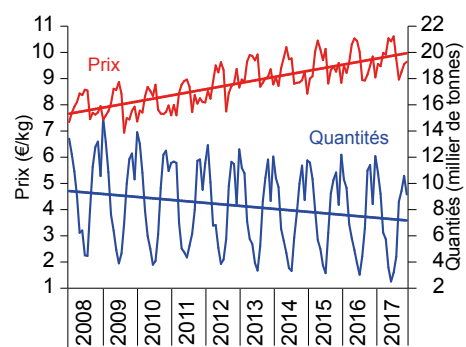
d'agneau, caractérisée par des prix relativement élevés (14,43 €/kg), elle décroît quasiment au même rythme qu'en 2016 (- 4,4 %).

**Les températures relativement douces de 2017 n'ont pas favorisé la consommation des pièces à bouillir ou à braiser**

La consommation de viande de bœuf, de veau ou d'agneau est très saisonnière et ne concerne pas les mêmes morceaux selon les différents moments de l'année. Les pièces à bouillir ou à braiser ont la préférence des consommateurs à l'automne et en hiver, tandis que la consommation des pièces à rôtir ou à griller est plus régulière tout au long de l'année. Tout comme en 2016, la consommation de viandes à bouillir ou à braiser est de nouveau en baisse, notamment pendant les baisses saisonnières du 1<sup>er</sup> semestre et en fin d'année en particulier pour le bœuf (- 2,1 %), le veau (- 2,3 %) l'agneau (- 5,3 %) et le porc (- 7,1 %) (*graphique 4*). Cela peut s'expliquer par une légère hausse des prix pour ces pièces, mais les températures relativement douces lors des périodes de début et fin d'année, ont également pu contribuer à rendre

leur consommation moins attractive. Les achats en volume de pièces de viande à rôtir, griller et poêler suivent la même tendance baissière. Aucun effet de substitution entre les deux types de morceau n'a eu lieu, malgré un prix plus faible pour les pièces à bouillir ou à braiser.

**Graphique 4**  
**Viande à bouillir et à braiser\* : forte saisonnalité des prix et des quantités achetées**



\* Toutes les espèces sont comptabilisées, bœuf, veau, mouton, agneau, porc et cheval ; néanmoins, les achats des ménages de viande à bouillir et à braiser concernent essentiellement les viandes bovines.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

**Tableau 2**  
**En 2017, le repli des achats en volume de viande de boucherie fraîche se poursuit tandis que les prix continuent de croître**

	Quantités achetées en 2017	Évolution sur un an des quantités achetées		Prix moyen	Évolution sur un an du prix moyen d'achat	
		2017/2016 <sup>1</sup>	2016/2015		2017 <sup>1</sup>	2017/2016 <sup>1</sup>
	(%)	(%)		(€/kg)	(%)	
<b>Viande de boucherie</b>	<b>72</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 1,7</b>	<b>10,69</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,8</b>
Viande fraîche <sup>2</sup>	23	- 3,9	- 3,3	11,79	+ 0,7	+ 0,6
dont bœuf	9	- 2,7	- 2,6	14,37	+ 0,3	+ 0,7
veau	3	- 3,3	- 4,2	15,77	- 0,6	+ 1,3
porc	9	- 4,9	- 3,0	7,36	+ 1,6	+ 0,5
ovin	2	- 4,4	- 4,5	14,43	+ 0,9	+ 0,1
cheval	0,2	- 12,5	- 14,0	16,59	- 1,5	+ 3,3
Viande hachée fraîche	5	+ 0,8	+ 2,1	10,50	- 0,4	+ 1,0
Surgelés	4	- 2,2	- 3,3	6,82	- 0,2	+ 1,6
Élaborés (hors viande hachée) <sup>3</sup>	9	+ 1,4	- 2,2	9,35	+ 1,2	- 0,7
Jambon et autres charcuteries	29	- 2,2	- 0,6	10,87	+ 2,7	+ 1,5
Abats	2	- 4,0	- 1,2	9,21	- 0,8	- 0,3

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017).

2. Viande de boucherie = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

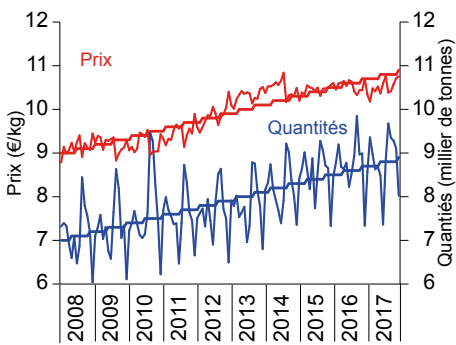
3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique définitions).

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

## Les achats de produits élaborés retrouvent de la vigueur tandis que ceux de charcuterie et de jambon accentuent leur repli en volume

En 2017, les achats en volume de viande hachée, constituée à hauteur de 79 % de viande bovine, progressent modérément (+ 0,8 %) sur fond de repli également timide des prix tandis que ceux des produits élaborés à partir de viande de boucherie se redressent : + 1,4 % après - 2,2 % en 2016 (*graphique 5*).

### Graphique 5 Viande hachée fraîche : légère progression des achats dans un contexte de repli également modéré des prix

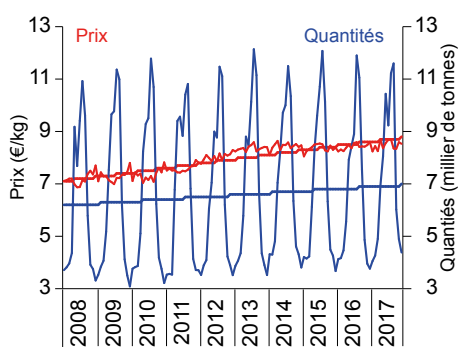


Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Représentant près de la moitié des quantités achetées de produits élaborés (hors viande hachée), les saucisses fraîches à cuire, particulièrement prisées au plus fort de l'été, sont à nouveau en hausse (+ 3,5 % après - 1,8 % en 2016) (*graphique 6*). Il en va de même pour les achats de brochettes, en augmentation de 9,9 % en volume, après - 6,3 % en 2016. Les achats en volume de plateaux pour pierrades et fondues retrouvent également un certain dynamisme (+ 3,9 %) après deux années consécutives en fort repli, ce qui s'explique vraisemblablement par la baisse du prix moyen. Seules les quantités achetées de plateaux pour grill et barbecue fléchissent (- 6,6 % après + 6,7 % en 2016), dans un contexte de prix orientés à la hausse.

En 2017, pour la quatrième année consécutive, le jambon et autres produits de charcuterie ne bénéficient

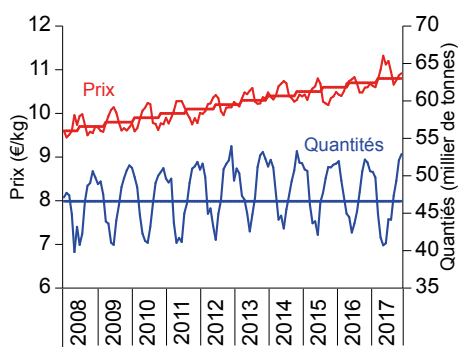
### Graphique 6 Saucisses fraîches à cuire : pic des achats en été à un prix moyen relativement stable sur l'année



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

pas d'un report de consommation des viandes fraîches de boucherie. Les volumes achetés, qui concentrent près de 29 % de l'ensemble des achats de viande (y compris volailles) par les ménages, diminuent de 2,2 % par rapport à 2016, à un rythme plus marqué qu'en 2016 (- 0,6 %) dans un contexte de prix moyens toujours orientés à la hausse (+ 2,7 %) (*graphique 7*). La désaffection saisonnière de fin de printemps et le pic de consommation de la fin d'année ont été plus prononcés qu'en 2016. En valeur, les dépenses des ménages pour la consommation de jambon et autres produits de charcuterie progressent toutefois légèrement (+ 0,4 %). Le jambon et autres charcuteries restent des produits carnés plébiscités par les ménages.

### Graphique 7 Jambon et charcuterie : pic des achats en automne et en hiver à un prix moyen relativement stable sur l'année



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

## Les découpes de volaille demeurent dynamiques par rapport à la volaille entière

En 2017, les achats en volume de viande de volaille fraîche cèdent un peu de terrain mais moins qu'en 2016 dans un contexte de prix en progression plus marquée (*tableau 3*). Le repli, assez fort pour les dindes et surtout les canards, n'est que partiellement compensé par la croissance légère des quantités achetées de poulet (+ 0,5 %). Avec des prix plus élevés qu'en 2016, les achats de poulet entier se contractent (- 2,9 %) mais ne pèsent pas sur ceux de poulet « découpe » (+ 2,5 %). La consommation de poulet label rouge est à peine plus dynamique que celle de poulet standard : respectivement + 0,6 % et + 0,7 %.

En 2017, la poursuite de la réduction des achats en volume de dinde fraîche (- 3,6 %), peut s'expliquer par la concurrence des découpes de poulet jugées un peu moins coûteuses (8,61 €/kg contre 7,64 €/kg). Les quantités achetées de canards diminuent de nouveau sensiblement (- 8,8 %), sous l'effet d'une augmentation des prix (+ 3 %, après + 1,4 % en 2016), liée au manque de disponibilités survenu à la suite de la fermeture de plusieurs élevages du sud-ouest après le second épisode d'influenza aviaire. En 2017, les élaborés de volaille progressent plus rapidement (+ 3 %, après + 1,4 % en 2016), et ce malgré un prix moyen en hausse (+ 1 %).

### En 2017, les prix à la consommation augmentent pour la plupart des viandes

En 2017, selon l'Insee, la hausse des prix à la consommation pour le poste « viandes » s'accélère pour la troisième année consécutive (+ 1,1 % après + 0,4 % en 2016 et 2015) (*tableau 4*). Les prix de toutes les viandes s'accroissent : ceux de la viande de porc et de volaille renouent avec la hausse, après une tendance à la stabilité en 2016 tandis que les prix des viandes bovines et surtout ovines, confortent leurs hausses de 2016 (respectivement + 1 % et + 2 %). L'augmentation des prix des

Tableau 3

**En 2017, le recul des achats de viande de volaille (fraîche, élaborés, charcuterie et surgelés confondus) par les ménages se poursuit**

	Quantités achetées en 2017 <sup>1</sup>	Évolution sur un an des quantités achetées		Prix moyen	Évolution sur un an du prix moyen d'achat		
		2017/2016 <sup>1</sup>	2016/2015		2017 <sup>1</sup>	2017/2016 <sup>1</sup>	2016/2015
		(%)	(%)		(€/kg)	(%)	
<b>Viande de volaille</b>							
(y compris élaborés, surgelés et charcuterie et lapin)	<b>28</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 1,6</b>	<b>8,20</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 0,2</b>	
Volaille fraîche (hors élaborés) <sup>2</sup>	18	- 1,5	- 2,5	7,75	+ 0,5	+ 0,1	
<i>dont poulet</i>	12	+ 0,5	- 1,1	6,94	+ 1,2	+ 0,7	
<i>dinde</i>	3	- 3,6	- 2,6	8,61	- 0,3	- 1,3	
<i>canard</i>	1	- 8,8	- 9,1	12,17	+ 3,3	+ 3,1	
Lapin frais	1	- 12,5	- 2,4	9,67	+ 1,6	+ 2,1	
Surgelés de volailles	1	+ 6,5	- 3,7	7,47	- 0,6	+ 0,9	
Élaborés de volailles <sup>3</sup>	6	+ 3,0	+ 1,4	8,49	+ 1,0	- 1,2	
Charcuterie de volailles	2	+ 4,4	+ 1,0	10,75	+ 2,3	+ 1,1	

1. Achats du panel = données calculées sur 13 périodes de 4 semaines (du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017).

2. Viande de boucherie = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique définitions).

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

viandes s'inscrit toutefois dans la moyenne de l'ensemble des prix à la consommation.

### En 2017, la consommation de viande de volaille progresse tandis que celle de viande de boucherie recule

En 2017, la consommation française de viande, calculée par bilan ou mise à disposition sur le marché intérieur, est stable (+ 0,1 %) par rapport à 2016. La situation est toutefois contrastée selon les types de viande. Alors que la consommation de viande

de boucherie, qui représente plus des deux tiers de la consommation totale de viande, est en légère baisse sur un an (- 0,8 %), celle de volaille de chair est de nouveau dynamique : + 2,2 % (graphique 8 et tableau 6).

### En 2017 la tendance à la baisse de la consommation apparente de viande bovine se confirme

En 2017, pour la deuxième année consécutive, la consommation de viande bovine calculée par bilan se contracte légèrement (- 0,8 % sur

un an). Dans un contexte de recul des abattages, les volumes importés de viande bovine, issus à près de 98 % de l'Union européenne, sont quasiment égaux : 312 milliers de tec en 2017 contre 311 en 2016. La progression des importations de viandes congelées est contrebalancée par un repli des viandes fraîches ou réfrigérées et des préparations et conserves à base de viande bovine.

Tableau 4

**En 2017, les prix des viandes à la consommation progressent comme l'ensemble des produits alimentaires**

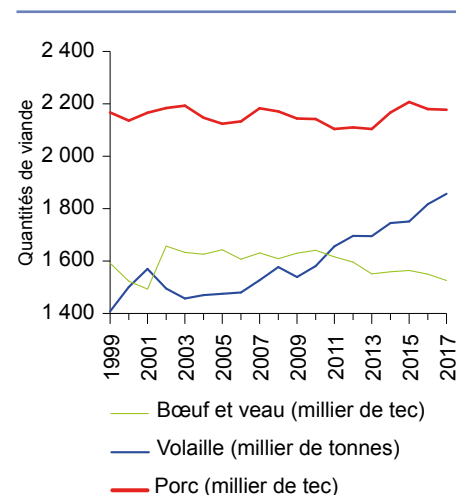
	2017/2016	2016/2015	2017/2012*
	%		
<b>Viandes</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 1,1</b>
<i>dont viande de bœuf et de veau</i>	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,6
<i>viande de porc</i>	+ 1,6	- 0,2	+ 1,2
<i>viande de mouton, agneau et chèvre</i>	+ 2,2	+ 1,3	+ 2,0
<i>viande de volaille</i>	+ 0,6	0,0	+ 0,7
<i>viande séchée, salée ou fumée</i>	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,8
<i>Autres viandes</i>	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,0
<b>Autres postes alimentaires</b>			
<i>dont poissons et fruits de mer</i>	+ 4,1	+ 4,1	+ 2,2
<i>lait, fromages, œufs</i>	+ 0,2	- 1,0	- 0,5
<b>Ensemble des produits alimentaires</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,6</b>

\* Taux annuel moyen.

Source : Insee - Indice annuel moyen des prix à la consommation

Graphique 8

**Depuis 2011, l'écart se creuse de plus en plus entre la consommation de viande de volaille et celle de viande bovine**



Source : Agreste - Consommation calculée de viande par bilan

## Sensibilité aux prix des quantités achetées de viande

Pour les différentes viandes, il existe une relation (dans les deux sens) entre les quantités achetées par les consommateurs et les prix de vente. Plusieurs facteurs interviennent toutefois dans cette relation, notamment la saisonnalité de la demande et de l'offre, liée soit au climat, soit à la présence de fêtes, soit aux cycles naturels de production et aux habitudes des consommateurs. Ainsi, par exemple, la demande de mouton ou d'agneau explose en période de fêtes pascales et autour de la fête de l'Aïd el-Kebir.

La consommation de viande bovine se contracte fortement au milieu de l'été, à cause d'un fléchissement à la fois de l'offre et de la demande, puis se renforce en fin d'année jusqu'à janvier, avec un creux en décembre. Le bœuf cède alors la place à des viandes plus festives. La consommation de veau présente elle aussi un creux marqué pendant l'été et en décembre, mais se vend mieux à la rentrée scolaire et au printemps. Enfin, les achats de porc frais présentent des pointes très marquées à la rentrée de septembre puis en janvier, après les fêtes. Elles sont liées aux traditionnelles opérations promotionnelles mises en place à ces dates, et qui sont attendues et mises à profit par les consommateurs. À ces occasions, les prix et les quantités fluctuent beaucoup, en sens contraire.

L'influence des prix de vente sur les quantités achetées de viande fraîche est mesurée par le coefficient d'élasticité-prix (graphiques 9, 10 et 11). Ce coefficient (en général négatif) indique dans quelle proportion varient les quantités achetées lorsque les prix évoluent de 1 %. À partir des données observées (sur deux périodes consécutives), il est estimé par l'exposant de l'ajustement exponentiel des courbes de régression.

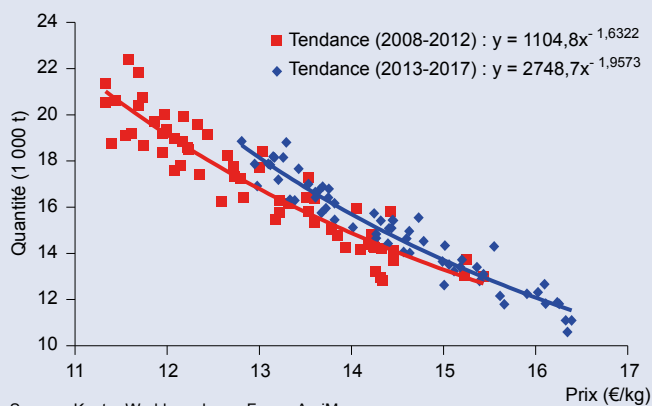
Ainsi, dans le cas de la viande de bœuf, l'élasticité-prix pour la période 2008-2012 est de - 1,6 ; ce qui veut dire qu'à une variation de prix de + ou - 1 % correspond une variation en sens contraire des quantités achetées de 1,6 % (tableau 5).

Au cours du temps, les trois principales viandes consommées en frais, bœuf, veau et porc, sont restées des biens dits « ordinaires », c'est-à-dire qu'une augmentation de prix entraîne une baisse des quantités achetées. Le veau est un produit qui a toujours été sensible aux variations de prix. Cependant, la sensibilité est plus importante sur la période récente (2013-2017) que sur la période ancienne (2008-2012). Il en va de même pour la viande de bœuf, mais avec une élasticité proche de un pour la période plus ancienne. Quant à la viande de porc fraîche, elle était considérée comme un produit inélastique aux prix sur la période ancienne. Cela pouvait s'expliquer notamment par des niveaux de prix plus faibles et donc une viande plus abordable pour les ménages. Sur la période récente, les achats sont toutefois apparus plus dépendants des variations de prix.

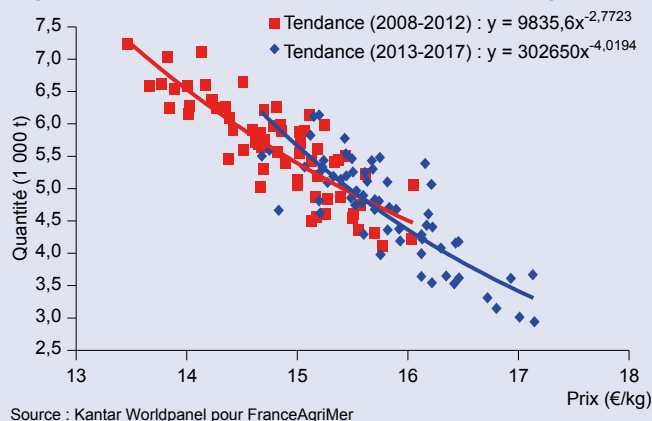
Pourtant classées comme relevant de comportements d'achats de biens dits « ordinaires », les quantités achetées de viande hachée varient peu en fonction des prix entre les deux périodes étudiées. Cela s'explique avant tout par une praticité et une bonne valorisation de ces morceaux qui en font une viande prisée des ménages.

Sur la période ancienne, le poulet était, lui, considéré comme un produit alimentaire totalement insensible aux variations de prix. Sur la période récente, il est devenu

Graphique 9  
Quand le prix de la viande fraîche de bœuf s'accroît, les quantités achetées diminuent



Graphique 10  
Sensibilité plus importante sur la période récente que sur la période ancienne de la viande fraîche de veau aux prix



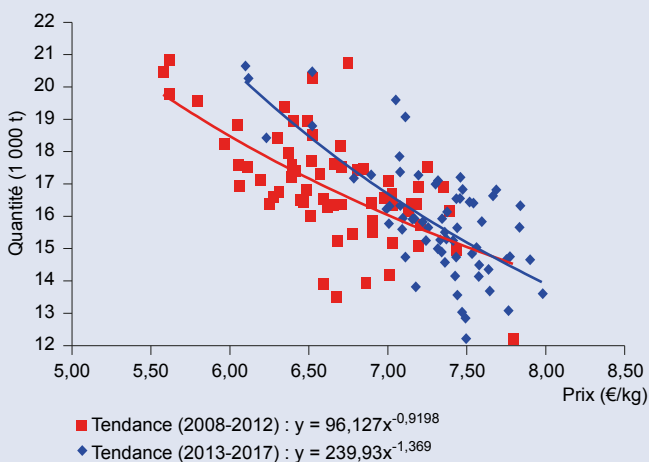


un bien « ordinaire », très sensible aux variations de prix. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que le poulet est devenu une viande de plus en plus segmentée avec les différentes formes qu'il peut prendre : découpe, entier, signe de qualité...

Enfin, le jambon a changé de statut au fil des années. Sur la période 2008-2012, il était considéré comme un bien dit 'Giffen' (élasticité-prix positive) : les ménages en consommaient même lorsque le prix augmentait. Sur la période 2013-2017, ce phénomène a semble-t-il disparu : lorsque son prix progresse, les quantités achetées diminuent. Cette sensibilité au prix reste cependant assez peu élevée.

Si les déterminants des comportements d'achat de viande des consommateurs sont désormais multiples, le prix demeure l'un d'entre eux. Cette analyse, toutes choses égales par ailleurs, permet ainsi d'éclairer les évolutions de consommation, différentes selon les viandes, et le rôle des prix dans cette différenciation. Ainsi les ménages se détournent progressivement des viandes rouges au profit des viandes blanches telles que le poulet ou le porc, notamment en raison d'une plus forte sensibilité aux prix des viandes rouges. L'évolution des élasticités-prix entre les deux périodes peut être également interprétée comme le signe d'une plus forte segmentation de l'offre (viande hachée, morceau, découpe...).

Graphique 11  
La viande fraîche de porc devient plus sensible au prix



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Tableau 5

Élasticité-prix de...	Période	
	2008-2012	2013-2017
la viande fraîche de bœuf	- 1,6	- 2,0
la viande fraîche de veau	- 2,8	- 4,0
la viande fraîche de mouton-agneau	- 1,6	- 2,6
la viande fraîche de porc	- 0,9	- 1,4
la viande fraîche de poulet	0,0	- 2,5
la viande hachée fraîche	- 0,5	- 0,6
jambon	+ 0,7	- 1,0
la viande de poulet label-rouge	- 0,4	- 2,3
la viande de poulet-découpe	+ 0,5	- 2,5
autres charcuteries	+ 1,2	+ 0,4

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer - Calculs Agreste

## La consommation calculée par bilan de viande porcine stagne

En 2017, la consommation de viande porcine, calculée par bilan se stabilise : - 0,1 % après une baisse légèrement plus marquée en 2016. En augmentation de 1,9 % sur un an, les importations de viande porcine (y compris viandes salées, séchées, fumées, saucisses, saucissons, conserves et graisses) couvrent 26 % de cette consommation alors que dans le même temps, les abattages diminuent (tableau 7).

## La consommation apparente de viande ovine baisse moins fortement qu'en 2016

En 2017, la consommation de viande ovine baisse moins que les années précédentes : - 1,5 % par rapport à 2016 après - 2,9 % en 2016. Elle repose pour plus de la moitié sur les importations : 56 % en 2017. Cette part en net repli depuis 2010 (- 6 points) repart toutefois en légère hausse en 2017 sous l'effet de la reprise des achats à nos principaux fournisseurs : Royaume-Uni et Irlande (respectivement + 2,4 % et + 11,5 %). Sur la même période, les abattages sont à nouveau en baisse (- 2,1 %).

## Malgré une progression moins forte qu'en 2016, la consommation calculée de viande de volaille atteint un nouveau record

En progression quasiment continue depuis 40 ans, la consommation française de volaille, calculée par bilan, toutes espèces confondues, est légèrement moins dynamique en 2017 (+ 2,2 %) qu'en 2016 (+ 3,8 %). Avec près de 1,9 million de tonnes, elle atteint toutefois un nouveau record, se rapprochant ainsi de la consommation de viande porcine et creusant un peu plus l'écart avec la viande bovine.

La consommation de poulet de chair s'accroît de 4,9 % sur un an, à un rythme supérieur au taux annuel moyen observé depuis 2012 (+ 3,9 %). Le poulet demeure, de loin, la principale volaille consommée. Son prix plus abordable, l'absence d'interdit religieux, ainsi que ses qualités gustatives lui confèrent en effet une place de choix dans l'assiette du consommateur. Toutefois, la croissance de la demande intérieure est satisfaite à 43 % depuis 2010 par les importations. En hausse de 3,5 %, elles proviennent majoritairement des pays de l'Union européenne, en particulier de la Belgique, des Pays-Bas, de la Pologne et de l'Allemagne.

Après une reprise en 2016, la consommation de dinde est à nouveau en baisse en 2017 (- 1,9 %). En revanche, comme en 2016, celle de canard est en forte diminution (- 9 %). Dans le même temps, les importations de canard reculent de 17 % en 2017, retrouvant les niveaux de 2015, avant les deux épisodes d'influenza aviaire.

Tableau 6

### En 2017, léger ralentissement de la hausse de consommation de viande de volaille

	Consommation 2017 <sup>1-2</sup>	Évolution sur un an	
		2017/2016	2016/2015
		%	
<b>Viande d'animaux de boucherie (millier de tec*)</b>	<b>3 915</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,9</b>
<i>dont viande bovine</i>	1 526	- 1,5	- 0,9
<i>viande porcine</i>	2 177	- 0,1	- 1,2
<i>viande ovine-caprine</i>	168	- 1,5	- 2,9
<i>viande équine</i>	10	- 17,7	- 5,4
<b>Viande de volaille (millier de tonnes)</b>	<b>1 857</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>+ 3,8</b>
<i>dont poulet</i>	1 259	+ 4,9	+ 5,0
<i>dinde</i>	314	- 1,9	+ 3,9
<i>canard</i>	165	- 9,2	- 9,3
<i>autres volailles</i>	118	+ 3,6	+ 15,1

1. Animaux de boucherie : consommation indigène contrôlée CVJA (CIC).

2. Volaille : consommation indigène totale.

\* tec : tonne-équivalent-carcasse.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer - Calculs Agreste

Tableau 7

### La part des importations dans la consommation de viande de poulet reste stable

Part des importations dans la consommation calculée par bilan	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	%							
Viande bovine (y compris veau)	25	23	24	25	23	22	21	21
Viande porcine	28	28	29	29	29	27	26	26
Viande ovine	62	59	60	59	60	58	55	56
Viande de volaille	29	30	31	31	31	33	33	33
<i>Poulet</i>	42	42	43	42	42	44	44	43
<i>Dinde</i>	14	14	13	16	15	15	14	15
<i>Canard</i>	11	11	9	9	10	10	13	12

Source : Agreste

### Sources

- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. Tous les achats de consommation réalisés par les ménages sont comptabilisés. Dans cette étude, nous avons fait le choix d'exclure les gros achats. Les données sont établies par périodes de quatre semaines, treize périodes formant une année. Les données étudiées dans cette synthèse portent sur treize périodes de quatre semaines, c'est-à-dire du 26 décembre 2016 au 24 décembre 2017, soit approximativement l'année entière 2017.
- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viande pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). Elle est mesurée en équivalent-carcasse. La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks. Les chiffres de consommation de viande calculée par bilan pour les volailles sont susceptibles d'être révisés.

### Définitions

#### Contenu des différents postes de consommation de viande du panel Kantar Worldpanel

- Volailles fraîches hors élaborés = volailles entières ou découpe de volaille
- Élaborés de viande de boucherie = viande hachée fraîche, saucisse fraîche à cuire (chipolata, merguez, ...), morceaux demi-sel de porc, paupiette, brochette, ...
- Élaborés de volaille = volaille entière cuite ou rôtie, découpe cuite ou aromatisée, panés, brochettes, ...
- Jambon et charcuterie = jambon cuit et cru/sec, lardons, poitrine, bacon, pâtés, saucisses à pâte fine, saucissons secs et salami, ...
- Traitement des doubles comptes
  - pour les viandes de boucherie, le choix a été fait dans cette étude de comptabiliser les saucisses à gros hachage (= saucisses fraîches à cuire = chipolata, merguez, ...) uniquement au sein du poste élaborés de viande de boucherie et pas dans le poste jambon et charcuterie.
  - pour les volailles, le jambon de volaille et les saucisses de volaille ont été comptabilisés uniquement dans le poste charcuterie de volaille et pas dans le poste élaborés de volaille.

### Méthodes

- Il existe deux types d'informations concernant la consommation de viande : les achats de consommation effectués auprès des ménages et la consommation mesurée par bilan.
  - La **mesure de la consommation par bilan** part du fait que les carcasses disponibles pour la consommation humaine après abattage vont être dans un délai bref stockées, exportées ou consommées. En déduisant des abattages les entrées en stocks et les exportations on obtient ainsi une estimation du total des viandes mises à la consommation. On y rajoute enfin les viandes importées et les sorties de stocks, mises à la consommation. La consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, que ce soit en foyer, hors foyer ou sous forme de plat cuisiné. Ces quantités sont toutefois évaluées en carcasses entières d'animaux alors que la viande qui parvient dans l'assiette du consommateur est en fait une viande nette, débarrassée d'une bonne partie de la graisse et des os qui sont dans la carcasse. Pour la viande bovine, il faut environ 130 kg de carcasse pour produire 100 kg de viande désossée.
  - Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs à qui l'on demande de faire un relevé systématique des quantités achetées. Les résultats obtenus sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population. Par construction, cela ne permet d'évaluer que la consommation des ménages en excluant la consommation hors foyer.
- Les deux types d'évaluation de la consommation peuvent donner des résultats divergents :
  - **en niveau** : les écarts sont sensibles. Ils correspondent notamment à la différence carcasse/viande nette, à la restauration hors foyer et plats cuisinés à base de viande, au champ éventuellement restreint du panel (exclusion des touristes) et au défaut de déclaration des panélistes (oublis) et des stocks au sein de la filière.
  - **en évolution** : les deux méthodes convergent plus sur courte période que sur longue période, les facteurs de divergence évoluant relativement lentement : évolution de la consommation hors foyer et des plats cuisinés, évolution de la part de carcasse qui parvient dans l'assiette du consommateur, ...

### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Consommation » pour les publications Agreste Conjoncture

#### **Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :**

- « En 2016, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan mais repli de la consommation de viande à domicile par les ménages », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2017/301, mars 2017
- « En 2015, légère hausse de la consommation française de viande, calculée par bilan mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2016/289, mai 2016
- « En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à « moindre temps de préparation », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2014/256, décembre 2014



Janvier 2018 - n° 2018/320

Retour éditorial

## Synthèses

### Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA) est restée stable par rapport au trimestre précédent, marquant ainsi le pas par rapport au redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016. Sur un an, la production a en revanche diminué après un premier semestre en légère hausse, sous l'effet du recul des fabrications de produits alimentaires. Les demandes nationale et étrangère de produits alimentaires se sont contractées en volume, conduisant à une baisse conjointe des exportations et des importations. Seuls les volumes exportés de boissons se sont accrus tirés par la demande des pays tiers, en particulier en vins et en boissons rafraîchissantes. En valeur, pour la première fois depuis le début de l'année, l'excédent commercial des IAA s'est réduit sur un an, la hausse de l'excédent commercial des boissons ayant été insuffisante pour compenser le creusement du déficit des produits alimentaires. Soutenue par l'augmentation des prix à la production, la croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est, quant à elle, poursuivie, tout comme l'emploi.**

#### Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente. Les évolutions par rapport au trimestre précédent sont, quant à elles, et à l'exception des indices de prix, calculées à partir de données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

#### Pour la première fois depuis le début de l'année, la production en volume des IAA s'est légèrement repliée sur un an au 3<sup>e</sup> trimestre 2017

En légère hausse sur les deux premiers trimestres 2017, la production française des industries agroalimentaires est restée stable entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2017 (- 0,2 % en CVS-CJO) (graphique 1 et tableaux 1, 2 et 3), la hausse des fabrications de produits alimentaires ayant été compensée par le recul de la production de boissons. En revanche, pour la première fois depuis le début de l'année, et malgré un nombre de jours ouvrables équivalents au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, la production globale des IAA a diminué de 0,5 % sur un an (en données brutes), s'établissant à son plus bas niveau pour un 3<sup>e</sup> trimestre depuis 2013. Ce recul s'explique exclusivement par les fabrications de produits alimentaires

(- 0,7 %), celles de boissons étant restées relativement étales (+ 0,2 %).

En moyenne sur les trois premiers trimestres 2017, la production globale des IAA s'est maintenue au niveau de la même période de 2016, la hausse des fabrications de boissons ayant contrebalancé le recul de la production de produits alimentaires. Ce dernier s'explique par la baisse conjointe des fabrications de viande et produits à base de viande et d'autres produits alimentaires, qui représentent à elles deux plus de la moitié des produits alimentaires.

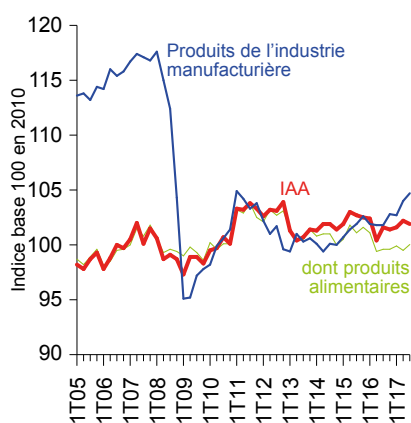
#### Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, légère hausse de la production de produits alimentaires

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de produits alimentaires a légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 %) (graphique 1),

principalement sous l'effet de la hausse des fabrications des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.), qui représentent près d'un quart des fabrications de produits alimentaires (*encadré Autres produits alimentaires*), et dans une moindre mesure des *viande et produits à base de viande* et des *produits laitiers*. En revanche, sur un an, la production de produits alimentaires a diminué pour le deuxième trimestre consécutif (- 0,7 %), affichant son plus bas niveau pour la période depuis 2007. Elle a été pénalisée par la baisse des fabrications de *viande et produits à base de viande*, des *autres produits alimentaires* et des *huiles et graisses végétales et animales*.

### Graphique 1

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, recul de la production en volume des IAA sur un an mais stabilisation par rapport au trimestre précédent**



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de *viande et produits à base de viande* a augmenté par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre, après un début d'année en demi-teinte, essentiellement soutenue par la hausse des fabrications de *viandes de volailles*. Sur un an, la contraction de la production observée depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2016 s'est poursuivie, en lien avec la baisse des abattages de bovins (vaches laitières notamment à la suite de l'amélioration du prix du lait), le recul des abattages d'ovins et de caprins, la diminution régulière du cheptel porcin, et enfin le repli des mises en place de poulets et de la consommation nationale de viande (*encadré Viandes*).

Après une stabilisation au trimestre précédent, les fabrications de *produits laitiers* ont elles aussi augmenté entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2017, renouant avec le niveau atteint début 2016. Soutenues par une collecte en hausse, en lien avec le retour d'une conjoncture plus favorable à la fin de l'été (météo propice à la repousse de l'herbe, fourrages de qualité, revalorisation du prix du lait), ces fabrications se sont, pour la première fois depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2016, également accrues sur un an au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (*encadré Industrie laitière*). Cette hausse est toutefois à relativiser dans la mesure où la collecte laitière avait fortement diminué à l'été 2016 à la suite, notamment, d'une sécheresse peu propice à la pousse de l'herbe, et de ce fait aux fabrications. La production de *produits issus du travail des grains et produits amylicés* a enregistré des évolutions similaires : augmentation par rapport au trimestre précédent et sur un an (*encadré Travail des grains et produits amylicés*).

Les productions de *produits issus de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et d'*aliments pour animaux* se sont également accrues par rapport au trimestre précédent tout en demeurant stables sur un an (*encadrés*). À l'inverse, les *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche* se sont réduites par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an, tout comme les fabrications d'*huiles et graisses végétales et animales*, malgré des disponibilités nationales et mondiales de graines oléagineuses en hausse (*encadré Corps gras*). Comme pour les produits laitiers, le recul sur un an des fabrications de corps gras est toutefois à relativiser dans la mesure où ces dernières avaient atteint un niveau record pour un troisième trimestre en 2016, sous l'effet de l'augmentation de la trituration de graines de tournesol dans un contexte de recul des prix de ces graines et de hausse des disponibilités mondiales et des importations françaises.

Après quatre trimestres de hausse, la production de *produits à base de fruits et légumes*, s'est de son côté, fortement contractée par rapport au

trimestre précédent. Sur un an, la croissance amorcée fin 2016 s'est poursuivie, mais de façon moins marquée qu'en début d'année et les volumes produits restent inférieurs aux niveaux élevés atteints pour la période entre 2011 et 2014. Les fabrications ont été principalement soutenues par les *préparations et conserves à base de légumes*, qui représentent la moitié du poste, en hausse sur un an pour le troisième trimestre consécutif. Ces dernières ont été favorisées par deux principaux facteurs : une météo plus favorable que l'année dernière à la production de légumes d'été et une baisse de la demande des consommateurs pour certains légumes frais, conduisant les producteurs à orienter une partie de leur production vers la transformation (*encadré Fruits et légumes*).

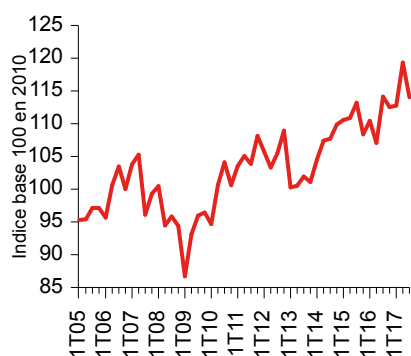
Enfin, les fabrications des *autres produits alimentaires*, qui pèsent pour près d'un quart des produits alimentaires, ont augmenté par rapport au trimestre précédent mais ont reculé sur un an pour le deuxième trimestre consécutif, tout en demeurant supérieures au niveau atteint en moyenne pour ce trimestre entre 2000 et 2016. Elles ont été pénalisées par la baisse des fabrications d'*autres produits alimentaires non classés ailleurs* (desserts lactés de conserve, desserts et entremets à préparer, poudres et concentrés pour la fabrication de boissons, etc.), de *thés et cafés transformés* et de *sucre* (*encadré autres produits alimentaires*).

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de boissons est restée stable sur un an**

Tout en demeurant à un niveau relativement élevé, les fabrications de boissons ont reculé au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 pour la première fois depuis le début de l'année (- 4,4 % par rapport au trimestre précédent), contrastant avec l'accélération enregistrée au 2<sup>e</sup> trimestre 2017 (+ 5,8 %) (*graphique 2*). Elles ont été freinées par le recul de la production de *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille*, dont les fabrications avaient été dynamiques lors du trimestre précédent, ainsi que par la baisse

de la production de *bière* (*encadré Boissons*). En revanche, sur un an, avec un nombre de jours ouvrables identique au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, les fabrications de boissons se sont stabilisées après trois trimestres de hausse plus ou moins forte, restant toutefois à un niveau élevé pour un troisième trimestre. Le dynamisme des fabrications de *boissons alcooliques distillées*, expliqué en grande partie par la demande extérieure, a été compensé par le recul des fabrications de *bière*, en lien notamment avec la baisse de la demande européenne.

### Graphique 2 Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, baisse de la production de boissons après le pic du trimestre précédent



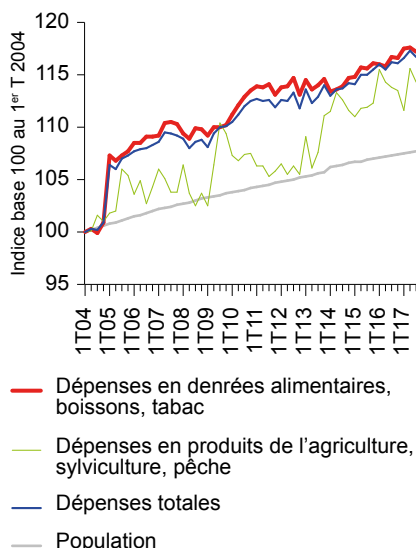
Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

### Après deux trimestres de timide hausse, la consommation des ménages s'est légèrement repliée au 3<sup>e</sup> trimestre 2017

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la consommation alimentaire en volume des ménages a légèrement diminué (- 0,5 % par rapport au trimestre précédent), d'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee. Après un bref fléchissement fin 2016, la timide reprise en volume amorcée au 1<sup>er</sup> semestre 2017 ne s'est pas confirmée, la consommation alimentaire des ménages s'étant contractée aussi bien pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (- 0,4 %), que pour les denrées alimentaires, boissons et tabac (- 1 %) (*graphique 3*). En revanche, sur un an, l'essor de la consommation des ménages s'est poursuivi, bien

qu'à un rythme moins soutenu que précédemment. Cette augmentation masque par ailleurs des disparités selon les produits.

### Graphique 3 Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, recul en volume des dépenses des ménages en produits agroalimentaires



Source : Insee, traitements SSP : Comptes trimestriels pour la consommation (indice CVS-CJO calculés à partir des dépenses de consommation en million d'euros 2000) - population (y compris Dom)

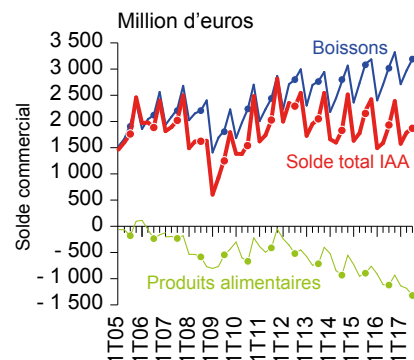
Ainsi, selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile se sont de nouveau contractées (- 2,7 % sur un an), prolongeant la tendance baissière amorcée à la mi-2013, et atteignant leur plus bas niveau depuis 2008. La quasi-totalité des viandes contribue à ce repli des achats, en particulier celles de porc (- 3,8 %) et de volaille (- 1,4 %). Seuls les achats de viande bovine et d'équidé (cheval notamment) ont augmenté (respectivement + 1,3 % et + 3 %). À l'exception des fromages, les volumes de produits laitiers achetés ont également poursuivi leur recul sur un an, surtout ceux de lait de consommation liquide, de beurre et de produits ultra-frais type yaourts.

### Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial des IAA a diminué en valeur sur un an après deux trimestres de hausse

Après s'être accru sur la première moitié de l'année, l'excédent

commercial en valeur s'est réduit au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 sur un an, prolongeant la tendance à la baisse amorcée fin 2012. Cela provient uniquement de la détérioration du déficit des produits alimentaires, l'excédent des boissons s'étant accru sur un an pour le quatrième trimestre consécutif (*graphique 4*).

### Graphique 4 Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, baisse de l'excédent commercial des IAA en valeur sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

La dégradation du solde des échanges de produits alimentaires s'explique par le déficit toujours plus important des *viande et préparations à base de viande*, des *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche*, des *produits à base de fruits et légumes*, et des *huiles et graisses végétales et animales*, ainsi que par la diminution de l'excédent des *produits laitiers*, des *produits issus du travail des grains et produits amyliacés* et des *aliments pour animaux* (*graphiques 5 et 6*). Seuls les soldes des produits de la *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des *autres produits alimentaires* se sont améliorés (réduction sur un an du déficit pour les premiers et hausse de l'excédent pour les seconds).

Après une légère réduction au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, le déficit commercial des *viande et produits à base de viande* s'est fortement détérioré sur un an (+ 14,8 % en valeur) pour le deuxième trimestre consécutif, sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations. Les mêmes raisons prévalent pour le creusement du

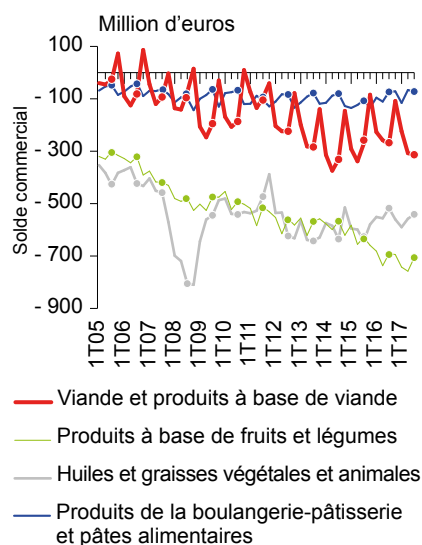
déficit commercial des *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche* (+ 4,9 %), des *produits à base de fruits et légumes et des huiles* (+ 2,1 %) et des *graisses végétales et animales* (+ 4,5 %). Parmi les déficits, seul celui des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes*

*alimentaires* s'est réduit sur un an (- 2,7 %), prolongeant l'amélioration du solde commercial amorcée début 2016, grâce à une hausse des exportations légèrement supérieure à celle des importations.

*minérales et autres eaux en bouteille* ont également reculé (- 4,6 %), la hausse des quantités vendues ayant été insuffisante pour compenser la baisse des prix.

Graphique 5

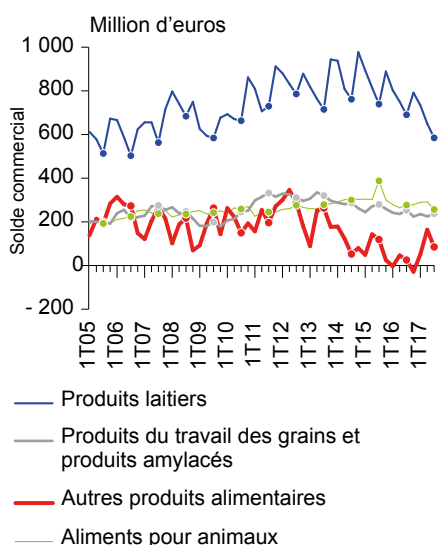
**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, le déficit des échanges de produits alimentaires s'est creusé en valeur sur un an pour de nombreux produits**



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Graphique 6

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, forte hausse sur un an de l'excédent des « autres produits alimentaires » et diminution de celui des produits laitiers**



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Concernant les excédents, celui des *produits laitiers* s'est contracté en valeur sur un an pour le neuvième trimestre consécutif, en lien avec le recul des quantités vendues, la hausse des quantités achetées et la poursuite de l'augmentation des cours du beurre et des caséines et caséinates. Prolongeant la tendance baissière observée sur un an depuis 2014, l'excédent commercial des *produits du travail des grains et produits amylacés* s'est lui aussi de nouveau réduit en valeur. Il en va de même pour les *aliments pour animaux* dont l'excédent en forte diminution sur un an, jusqu'à tomber à son plus bas niveau depuis fin 2011, contraste avec la hausse observée en première partie d'année.

En cumul sur les trois premiers trimestres 2017, l'excédent commercial des IAA s'est accru en valeur, la hausse de l'excédent des boissons, liée en particulier aux exportations, en particulier de *vins* et de *boissons alcooliques distillées*, ayant plus que compensé le creusement du déficit commercial des produits alimentaires. Ce dernier résulte d'un accroissement des importations, surtout de *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et de *produits laitiers*, supérieur à celui des exportations.

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la légère hausse sur un an des prix à la production des IAA s'est confirmée pour le troisième trimestre consécutif**

Grâce à des exportations dynamiques, l'excédent commercial des *autres produits alimentaires* est le seul à s'être amélioré sur un an et de façon assez nette. Les ventes ont été soutenues par la demande étrangère, tant européenne que de la part des pays tiers, ainsi que par les prix, en particulier des *aliments adaptés à l'enfant et diététiques*, du *sucre* et des *cafés et thés transformés*.

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, dans le prolongement du redressement amorcé au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, la croissance des prix à la production des IAA, bien que limitée, s'est poursuivie grâce aux produits alimentaires, les prix des boissons étant restés relativement stables. Sur un an, la reprise engagée au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, pour la première fois depuis fin 2013, s'est maintenue au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (+ 1,6 %) sous l'effet conjugué de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons (*graphique 7*).

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'excédent des boissons s'est renforcé (+ 5,1 % en valeur) s'élevant à près de 3,2 milliards d'euros, soit un niveau record pour la période. Tirées par la demande des pays tiers (principalement des États-Unis, de la Chine, de l'Allemagne et du Royaume-Uni), les ventes de *boissons alcooliques distillées* et de *vins* ont été dynamiques (respectivement + 8,8 % et + 7,5 % sur un an), sous le double effet de la hausse des prix et des volumes vendus. Les ventes de *Champagne et mousseux* ont également été encouragées par la demande toujours ferme des pays tiers (États-Unis et Asie). À l'inverse, face à la baisse de la demande européenne, les ventes de *bière* se sont contractées (- 3,9 % en valeur sur un an). Celles de *boissons rafraîchissantes, eaux*

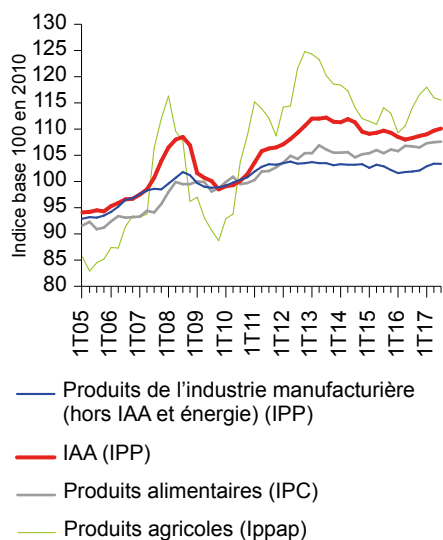
Les prix à la production ont augmenté sur un an pour l'ensemble des produits alimentaires, à l'exception de ceux des *autres produits alimentaires* et des *aliments pour animaux*, restés stables. La croissance des prix a été particulièrement vive pour les *préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche*, ainsi que pour les *produits laitiers*, en lien avec le redressement des cours du lait et du beurre. La hausse des prix à la production des boissons s'est, de son côté, poursuivie au même rythme que depuis le début 2017, mais de façon moins soutenue qu'entre fin 2015 et fin 2016. Dans le même temps, l'accroissement sur



un an des prix des produits agricoles à la production constaté depuis fin 2016 a été plus limité (+ 1,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 contre + 4,9 %

### Graphique 7

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, accroissement sur un an des prix à la production des IAA pour le troisième trimestre consécutif**



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (IPP), indice de prix des produits à la production agricoles (Ippap) et indice de prix à la consommation (IPC) - Indice brut

au 2<sup>e</sup> trimestre 2017), en raison du ralentissement de la hausse sur un an des cours des grandes cultures et des animaux de boucherie d'une part, et du recul des cours des fruits et légumes d'autre part.

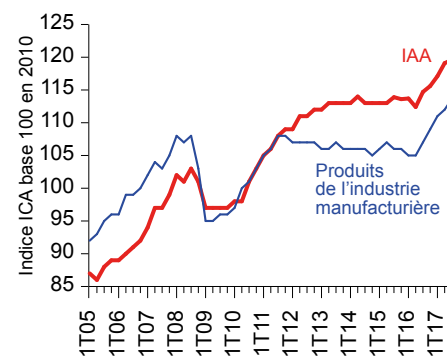
**Le chiffre d'affaires du secteur des IAA a atteint un nouveau record au 3<sup>e</sup> trimestre 2017**

Sous l'impulsion de la légère hausse des prix à la production, l'accroissement du chiffre d'affaires, ininterrompu depuis la mi-2016, s'est prolongé au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, atteignant un nouveau record, malgré un rythme plus modéré qu'aux trimestres précédents (+ 0,4 % entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2017 contre + 1,7 % entre les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2017) (graphique 8). L'évolution diffère toutefois selon les secteurs : en hausse pour les produits laitiers et les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires, le chiffre d'affaires des autres produits, a en revanche diminué, à l'exception de celui des viandes et produits à base de viande, des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche et des autres produits alimentaires, resté stable.

Grâce aux prix, le chiffre d'affaires des IAA a également été dynamique sur un an (+ 3,3 %) et ce, pour la plupart des secteurs. Seuls les produits du travail des grains et produits amyliacés affichent un chiffre d'affaires en recul sur un an après deux trimestres de hausse, tandis que celui des produits à base de fruits et légumes demeure stable.

### Graphique 8

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, poursuite de la croissance du chiffre d'affaires des IAA**



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, cet indice est calculé selon une nouvelle méthodologie et rétropolé pour les données antérieures à cette date.

Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (ICA) - Marché intérieur et exports - CVS-CJO.

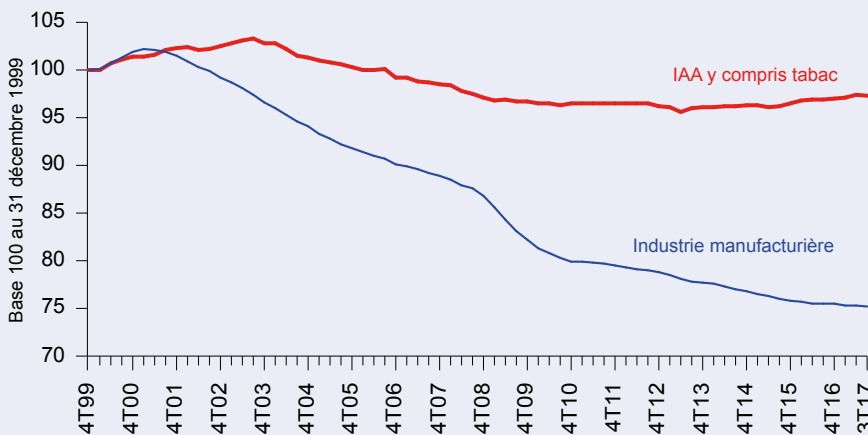
### Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'emploi dans les IAA a de nouveau légèrement progressé

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) est resté relativement stable par rapport au trimestre précédent, tout en progressant de nouveau sur un an (graphique 9). Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, les IAA employaient 568 400 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 400 emplois de moins qu'au trimestre précédent, mais 2 600 de plus qu'un an auparavant (+ 0,5 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a une nouvelle fois reculé par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an (respectivement

- 2 100 et - 10 500 employés). Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'industrie manufacturière employait 2,767 millions de salariés.

### Graphique 9

**Au 3<sup>e</sup> trimestre, légère hausse de l'emploi salarié dans les IAA**



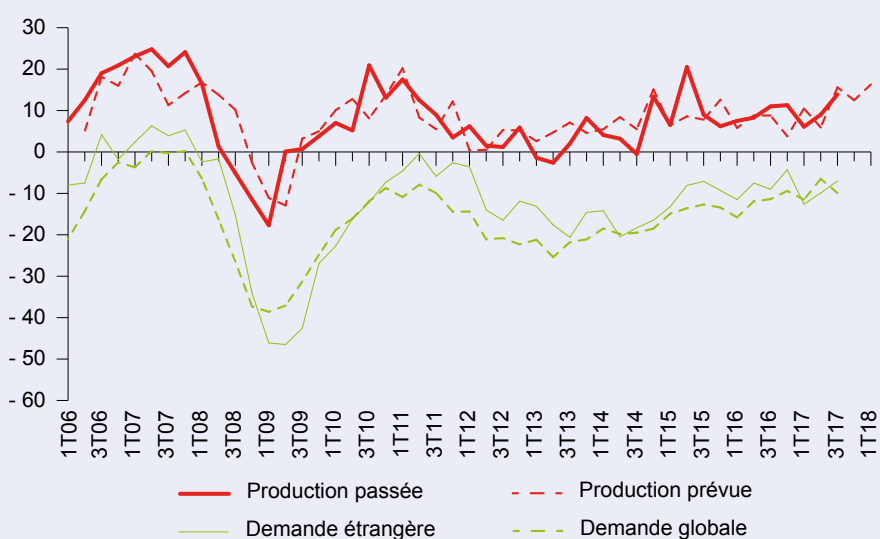
Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial) - Données CVS-CJO

## Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA a progressé au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 malgré des carnets de commande toujours considérés comme peu étoffés. Les perspectives personnelles de production pour les 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et 1<sup>er</sup> trimestre 2018 restent positives et sont, en moyenne, bien meilleures que celles exprimées l'année dernière pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (graphique 10).

Graphique 10

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'activité des IAA a augmenté selon les industriels et les carnets de commande étrangers se sont regarnis



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande, etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Tableau 1

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a diminué sur un an, pénalisée par le recul des fabrications de produits alimentaires

	Poids dans la production	3T2017/ 2T2017 (%)	3 <sup>e</sup> trimestre 2017/3 <sup>e</sup> trimestre 2016 (%)					3T2017	3T2016	
			Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations			Solde extérieur (million d'euros)
	%	CVS-CJO								
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,9</b>	<b>3,6</b>	<b>5,1</b>	<b>6,8</b>	<b>- 1 321</b>	<b>- 1 122</b>	
Viande et produits à base de viande	30,1	1,1	- 2,0	1,6	0,8	4,9	7,0	- 313	- 273	
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 3,0	- 2,4	5,8	4,2	21,3	8,0	- 852	- 812	
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 8,7	3,1	1,0	0,1	4,3	3,0	- 706	- 691	
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 6,8	- 6,6	1,9	2,2	- 18,7	- 4,1	- 541	- 517	
Produits laitiers	16,5	1,2	1,0	4,7	7,5	9,1	30,1	585	690	
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	2,2	1,4	2,0	- 1,2	- 1,5	1,4	238	254	
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	0,7	- 0,1	1,7	6,6	4,6	3,7	- 72	- 74	
Autres produits alimentaires	23,5	2,5	- 1,6	- 0,1	3,6	8,2	5,3	85	25	
Aliments pour animaux	6,7	1,0	- 0,1	- 0,1	2,1	0,2	8,7	256	277	
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>- 4,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,3</b>	<b>5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>3 191</b>	<b>3 035</b>	
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>5,1</b>	<b>6,6</b>	<b>1 870</b>	<b>1 913</b>	

\* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableau 2

	Poids dans la production	2T2017/ 1T2017 (%)	2 <sup>e</sup> trimestre 2017/2 <sup>e</sup> trimestre 2016 (%)					2T2017	2T2016		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations			Impor-tations	Solde extérieur (million d'euros)
	%	CVS-CJO	Brut					Brut			
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>5,0</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>- 1 184</b>	<b>- 1 113</b>		
Viande et produits à base de viande	30,1	0,0	- 3,0	2,8	3,9	3,4	6,5	- 308	- 258		
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,4	1,9	7,6	6,9	2,2	8,4	- 825	- 749		
Produits à base de fruits et légumes	5,7	4,4	15,1	0,7	4,7	5,2	3,8	- 758	- 737		
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 2,8	4,9	6,0	4,5	- 4,8	- 1,5	- 558	- 556		
Produits laitiers	16,5	- 0,2	- 0,7	3,3	4,9	7,6	26,7	650	750		
Produits du travail des grains et produits amy-lacés	5,7	- 0,1	- 1,1	1,1	1,3	1,7	5,2	225	236		
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 0,4	- 1,5	0,8	6,4	4,6	- 4,0	- 67	- 111		
Autres produits alimentaires	23,5	- 2,2	- 5,8	- 0,4	6,0	12,1	6,3	164	46		
Aliments pour animaux	6,7	0,0	- 0,5	0,6	4,2	6,9	3,2	292	265		
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>5,8</b>	<b>9,9</b>	<b>0,6</b>	<b>8,8</b>	<b>9,5</b>	<b>7,8</b>	<b>2 972</b>	<b>2 702</b>		
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,7</b>	<b>5,4</b>	<b>7,6</b>	<b>6,7</b>	<b>1 788</b>	<b>1 588</b>		

Tableau 3

	Poids dans la production	1T2017/ 4T2016 (%)	1 <sup>er</sup> trimestre 2017/1 <sup>er</sup> trimestre 2016 (%)					1T2017	1T2016		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations			Impor-tations	Solde extérieur (million d'euros)
	%	CVS-CJO	Brut					Brut			
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>3,0</b>	<b>5,1</b>	<b>7,3</b>	<b>- 1 136</b>	<b>- 911</b>		
Viande et produits à base de viande	30,1	- 1,5	- 1,9	1,4	1,4	1,6	1,1	- 224	- 227		
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 1,1	- 0,5	9,6	1,3	- 2,9	10,4	- 774	- 676		
Produits à base de fruits et légumes	5,7	4,7	7,2	- 1,0	3,3	8,8	8,9	- 742	- 681		
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	4,5	10,2	5,7	9,1	- 4,6	2,8	- 590	- 551		
Produits laitiers	16,5	1,1	- 0,8	0,6	3,3	2,5	14,2	734	802		
Produits du travail des grains et produits amy-lacés	5,7	- 0,9	- 0,1	- 1,2	0,6	2,2	5,0	235	242		
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	0,3	1,5	0,2	3,5	4,4	7,3	- 116	- 96		
Autres produits alimentaires	23,5	0,6	0,9	- 0,5	4,2	11,7	8,8	51	- 3		
Aliments pour animaux	6,7	0,5	1,0	- 2,7	2,3	6,0	8,7	289	279		
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>0,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,5</b>	<b>6,5</b>	<b>10,6</b>	<b>3,7</b>	<b>2 712</b>	<b>2 403</b>		
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>3,1</b>	<b>6,8</b>	<b>7,0</b>	<b>1 576</b>	<b>1 492</b>		

\* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableau 4

	Poids dans la production	Moyenne 3 premiers trimestres 2017/moyenne 3 premiers trimestres 2016 (%)			Cumul 3 premiers trimestres 2017/cumul 3 premiers trimestres 2016 (%)		Cumul 3 premiers trimestres 2017	Cumul 3 premiers trimestres 2016
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut			Brut		Brut	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>- 0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>3,9</b>	<b>5,6</b>	<b>6,9</b>	<b>- 3 641</b>	<b>- 3 146</b>
Viande et produits à base de viande	30,1	- 2,3	2,0	2,0	3,3	4,9	- 845	- 758
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 0,3	7,7	4,2	6,3	8,9	- 2 452	- 2 237
Produits à base de fruits et légumes	5,7	7,2	0,2	2,7	6,0	5,2	- 2 206	- 2 110
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	2,8	4,5	5,3	- 9,4	- 0,9	- 1 689	- 1 624
Produits laitiers	16,5	- 0,2	2,8	5,2	6,4	23,9	1 969	2 243
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	0,0	0,6	0,2	0,8	3,9	698	731
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 0,1	0,9	5,5	4,5	2,2	- 254	- 280
Autres produits alimentaires	23,5	- 2,2	- 0,3	4,6	10,6	6,8	301	68
Aliments pour animaux	6,7	0,2	- 0,8	2,8	4,4	6,9	838	820
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>4,9</b>	<b>0,5</b>	<b>5,5</b>	<b>8,2</b>	<b>5,6</b>	<b>8 875</b>	<b>8 140</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>	<b>4,1</b>	<b>6,5</b>	<b>6,8</b>	<b>5 234</b>	<b>4 994</b>

Tableau 5

	Poids dans la production	Année 2016/Année 2015 (%)					2016	2015
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut			Brut		Brut	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>86,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>- 4 066</b>	<b>- 3 324</b>
Viande et produits à base de viande	30,1	- 0,7	0,2	- 0,8	- 3,6	- 5,0	- 869	- 983
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,9	4,2	8,1	6,1	3,0	- 2 997	- 2 934
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 1,9	- 2,4	1,4	0,4	6,5	- 2 803	- 2 522
Huiles et graisses végétales et animales	2,0	- 0,5	- 2,5	- 1,5	4,9	- 4,9	- 2 184	- 2 416
Produits laitiers	16,5	- 0,8	- 3,9	- 2,3	- 4,8	- 0,3	3 035	3 337
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 0,9	- 1,9	- 1,5	- 1,1	4,5	957	1 057
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 3,4	- 0,8	5,2	11,6	2,3	- 348	- 495
Autres produits alimentaires	23,5	- 0,9	- 0,6	2,7	1,0	4,8	49	339
Aliments pour animaux	6,7	- 3,4	- 4,1	- 3,7	- 6,1	6,5	1 094	1 293
<b>Boissons*</b>	<b>13,4</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>6,6</b>	<b>11 432</b>	<b>11 377</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>100</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>7 366</b>	<b>8 053</b>

\* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## IAA 2015 : la transformation des produits de l'élevage tient toujours une place importante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 83 800 entreprises (unités légales et « unités profilées ») en 2015 (- 4,7 % par rapport à 2014) et employaient près de 717 800 salariés en équivalent-temps-plein hors intérim (+ 3,5 %). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial)

comptaient 18 400 unités, en progression de 4,1 % par rapport à 2014, et 430 090 salariés au 31 décembre 2015 (+ 2,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe toujours une place importante dans le secteur, mais moins qu'en 2014 : 37,5 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 39,2 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 39 % et 40 % en 2014). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires »

(sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités. Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 15 % du chiffre d'affaires et 13 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

### Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2015

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales et profilées <sup>1</sup>	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée <sup>2</sup> (million d'euros)
				Total (million d'euros)	dont à l'exportation (%)	
<b>Ensemble des entreprises agroalimentaires</b>	<b>83 828</b>	<b>717 778</b>	<b>757 790</b>	<b>383 398</b>	<b>18,3</b>	<b>54 583</b>
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>18 365</b>	<b>386 412</b>	<b>430 090</b>	<b>170 617</b>	<b>21,9</b>	<b>34 079</b>
<b>Industries alimentaires</b>	<b>14 252</b>	<b>342 501</b>	<b>373 454</b>	<b>140 683</b>	<b>20,2</b>	<b>26 302</b>
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 302	100 391	107 606	33 939	10,8	5 886
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	380	11 218	12 073	3 677	9,0	662
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 282	23 152	24 633	7 733	21,7	1 731
Fab. huile et graisse végétale & animale	320	3 692	4 085	7 507	40,7	411
Fabrication de produits laitiers	1 316	56 638	60 845	30 014	23,4	5 019
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	427	13 224	14 780	7 045	44,8	1 380
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 718	42 924	46 872	11 727	14,0	3 348
Fabrication autres produits alimentaires	5 051	74 487	81 665	26 194	21,6	6 117
Fabrication d'aliments pour animaux	456	16 775	20 895	12 847	17,0	1 748
<b>Fabrication de boissons</b>	<b>4 113</b>	<b>43 911</b>	<b>56 636</b>	<b>29 934</b>	<b>29,8</b>	<b>7 777</b>
<b>Commerce de gros de prod. agroalimentaires</b>	<b>22 855</b>	<b>189 707</b>	<b>212 369</b>	<b>199 825</b>	<b>16,3</b>	<b>14 717</b>
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	4 986	39 517	41 795	64 638	18,9	3 390
Com. gros prod. alim. & boissons	17 869	150 190	170 574	135 187	15,1	11 327
<b>Artisanat commercial</b>	<b>42 608</b>	<b>141 659</b>	<b>115 331</b>	<b>12 956</b>	<b>0,5</b>	<b>5 787</b>
Charcuterie	5 097	10 585	10 698	1 450	0,4	467
Cuisson de produits de boulangerie	2 901	6 588	5 742	612	0,5	176
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	30 465	112 136	86 434	9 781	0,3	4 652
Pâtisserie	4 145	12 350	12 457	1 113	2,5	492

1. Ces unités sont constituées des unités légales (sociétés, entreprises individuelles, parties d'administrations publiques et certaines associations) mais aussi des unités « profilées » regroupant des unités légales en forte interaction au sein de grands groupes de plus de 10 000 salariés.

2. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2015, traitements SSP

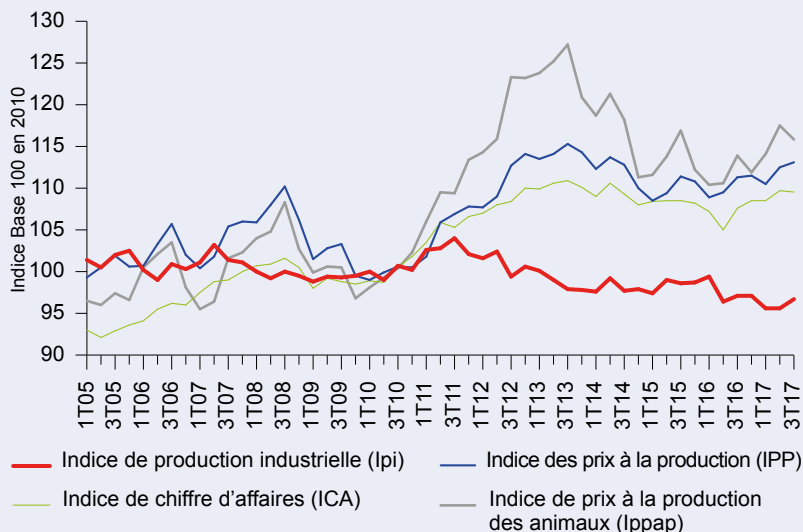
## Viandes : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production a poursuivi son recul et le solde commercial s'est de nouveau détérioré sur un an

La production de viande, qui représente 30 % de la production des industries alimentaires en volume, a légèrement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (+ 1,1 % par rapport au trimestre précédent), soutenue par la hausse des fabrications de viande de volailles (+ 4,9 %), et dans une moindre mesure de celles de viande de boucherie et produits d'abattage (+ 0,4 %). Sur un an, en revanche, le recul de la production amorcée à la mi-2016 s'est poursuivi (- 2 %), sous l'effet de la baisse de l'ensemble des fabrications. Ces dernières ont été freinées par le recul du cheptel porcin, par la diminution des abattages de gros bovins, conséquence de l'amélioration des prix du lait, et d'ovins, ainsi que par le repli de la consommation intérieure. Les fabrications ont ainsi atteint leur plus bas niveau pour la période depuis 2000. L'excédent en volume des échanges s'est de nouveau réduit (- 17,4 %) tandis qu'en valeur, le déficit structurel s'est creusé (- 14,6 %). Après un bref fléchissement en début d'année, les prix à la production ont, eux, légèrement augmenté pour le deuxième trimestre consécutif, prolongeant la reprise observée depuis

début 2016. Grâce à des prix également en progression sur un an (+ 1,6 %), dans un contexte de bonne tenue des cours des gros bovins, la croissance du chiffre d'affaires du secteur, amorcée depuis

le début de l'année, a de nouveau été au rendez-vous mais à un rythme plus modéré que lors du trimestre précédent (+ 0,8 % sur un an contre + 3,9 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2017) (graphique 11).

**Graphique 11**  
Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de viande a augmenté mais demeure à un niveau bas



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

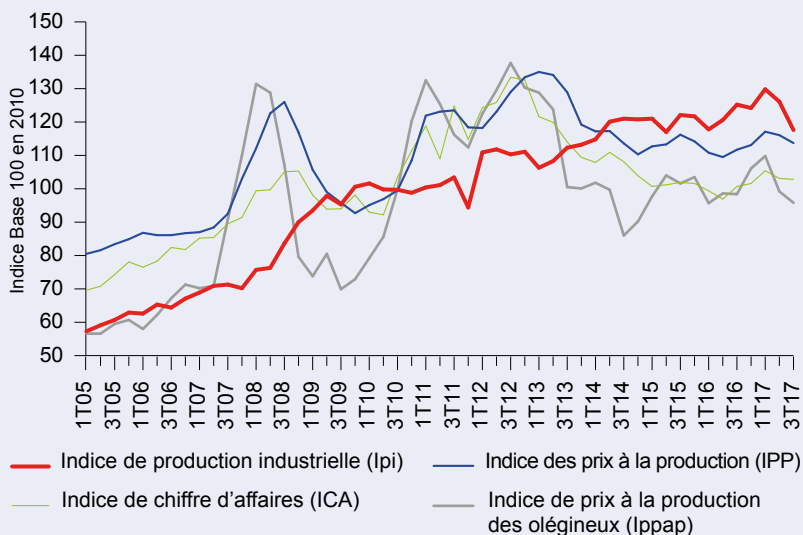
## Corps gras : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, tout en demeurant à un niveau élevé, la production a diminué tandis que le déficit commercial s'est creusé en valeur sur un an

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la baisse de la production en volume de corps gras, amorcée fin 2016, s'est nettement accélérée (- 6,8 % par rapport au trimestre précédent après - 2,8 % entre les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2017). Les volumes produits restent néanmoins relativement élevés. Sur un an, la production a également diminué (- 6,6 %), interrompant la progression amorcée au 2<sup>e</sup> trimestre 2016. Ce repli s'explique par la baisse de l'ensemble des fabrications, et en particulier des huiles brutes et tourteaux qui représentent 70 % du poste. Cette diminution des fabrications de corps gras est toutefois à relativiser dans la mesure où ces dernières avaient été particulièrement dynamiques aux 3<sup>es</sup> trimestres 2015 et 2016, atteignant même des niveaux records sous l'effet d'une accélération des activités de trituration. Structurellement déficitaire, tant en valeur qu'en volume, le solde commercial s'est alourdi sur un an en valeur pour le troisième trimestre consécutif (+ 4,5 %), mais s'est réduit en volume (- 1,7 %), grâce à une baisse des quantités achetées supérieure à celle des quantités vendues. Les prix à la

production ont, de leur côté, une nouvelle fois fléchi tout en progressant sur un an (+ 1,9 %) pour le troisième trimestre consécutif. Sous l'effet de prix fermes, la

croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est poursuivie (+ 2,2 % sur un an), mais de façon plus modérée qu'en début d'année (graphique 12).

**Graphique 12**  
Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de corps gras s'est fortement contractée



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

## Fruits et légumes : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production a de nouveau augmenté sur un an tandis que le chiffre d'affaires est resté stable

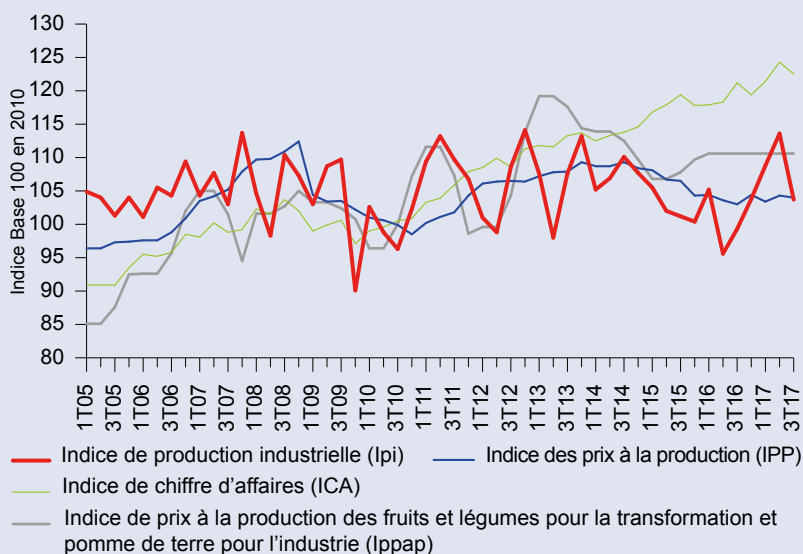
Après quatre trimestres de hausse, et un niveau élevé atteint au 2<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de produits à base de fruits et légumes a fortement reculé au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (- 8,7 % en volume par rapport au trimestre précédent). Sur un an, la production a augmenté (+ 3,1 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+ 15,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des fabrications de produits à base de légumes, qui représentent la moitié du poste, et dans une moindre mesure des préparations et conserves à base de pommes de terre. Cette amélioration s'explique par des conditions climatiques printanières davantage favorables qu'en 2016 à la production des légumes d'été et par la demande plutôt atone des consommateurs pour certains légumes frais (courgette, tomate, carotte et salade), conduisant certains producteurs à orienter une partie de leur récolte vers la transformation, ainsi qu'au rebond de la production de pommes de terre après deux années de baisse. Déficitaire depuis

fin 2014, le solde des échanges s'est de nouveau creusé (+ 2,1 % en valeur et + 0,9 % en volume), sous l'effet conjugué d'une hausse des quantités importées et de leurs prix, et d'une progression plus modérée des volumes exportés. Malgré une production et des prix en

augmentation sur un an (+ 1 % pour les prix) au niveau de la branche, le chiffre d'affaires du secteur est resté stable, marquant le pas par rapport à la dynamique haussière entamée au 2<sup>e</sup> trimestre 2010 (graphique 13) (encadré Sources, définitions et méthode - point 3).

Graphique 13

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de produits à base de fruits et légumes s'est réduite**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

## Travail des grains et produits amylacés : pour la première fois en 2017, le chiffre d'affaires du secteur a diminué sur un an

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume a augmenté de 2,2 % par rapport au trimestre précédent, enregistrant son niveau le plus haut depuis la mi-2015. Sur un an, les fabrications se sont également accrues (+ 1,4 %) après plusieurs trimestres de baisse, retrouvant les volumes relativement élevés atteints aux 3<sup>es</sup> trimestres 2014 et 2015. Elles ont été tirées par l'augmentation des produits issus du travail des grains, et en particulier de céréales transformées (semoules, blé, riz décortiqué,

céréales soufflées, grillées, etc.) en lien avec la hausse des récoltes, en particulier de blé tendre. En rupture avec l'évolution observée au 1<sup>er</sup> semestre, les exportations ont diminué sur un an en valeur au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (- 1,5 %), la hausse des prix ayant été insuffisante pour compenser la baisse des quantités vendues. Sous l'effet de la hausse des quantités achetées, les importations se sont également accrues pour le neuvième trimestre consécutif (+ 1,4 % sur un an), conduisant à une nouvelle réduction

de l'excédent commercial (- 6,3 %). Ce dernier s'est ainsi établi à son plus bas niveau depuis 2010 pour un troisième trimestre. De leur côté, les prix à la production ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent, prolongeant la tendance haussière amorcée à la mi-2016. Malgré une production et des prix également en hausse sur un an, le chiffre d'affaires du secteur a fléchi (- 1,2 %), contrastant avec la hausse amorcée sur un an en début d'année (encadré Sources, définitions et méthode - point 3).

## Industrie laitière : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume s'est légèrement accrue mais l'excédent commercial s'est de nouveau dégradé sur un an

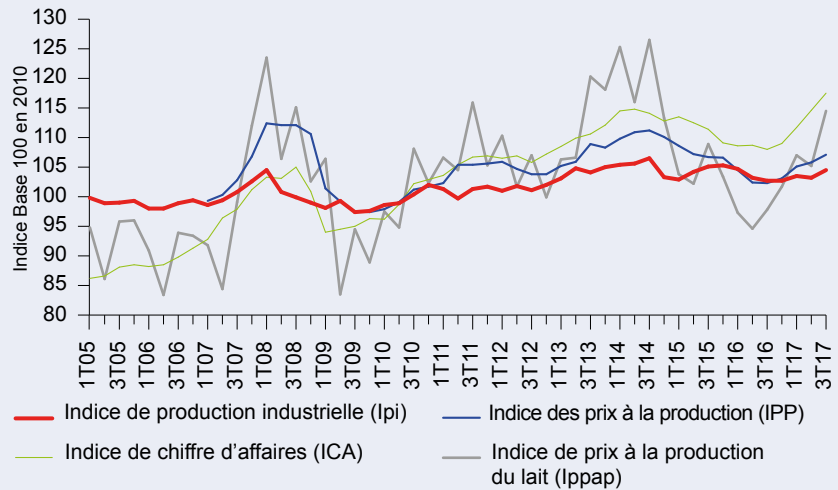
Après une brève stabilisation au 2<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume de produits laitiers s'est ressaisie au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (+ 1,2 %), interrompant la tendance baissière amorcée début 2016. Sur un an, la production s'est également quelque peu accrue (+ 1 %) pour la première fois depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2016, sous l'effet de la hausse de la plupart des fabrications, et en particulier celles de glaces et sorbets et de laits secs. La production de produits laitiers a été favorisée par la reprise de la collecte de lait consécutive à l'amélioration de la conjoncture (conditions météo propices à la repousse de l'herbe, fourrages de qualité, revalorisation du prix du lait). Elle demeure néanmoins à un niveau relativement faible pour la période. En contraction assez nette depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015, l'excédent commercial en valeur est retombé à son niveau le plus bas atteint au 3<sup>e</sup> trimestre 2006 (- 15,3 % sur un an au 3<sup>e</sup> trimestre 2017), sous l'effet de la baisse des quantités vendues, de la hausse des quantités achetées et de l'augmentation des prix du beurre, de la poudre grasse et des caséines

et caséinates. La prolongation de l'embargo russe jusqu'à la fin de l'année 2017 et le recul de la demande étrangère en lien notamment avec la reprise de la collecte dans de nombreux pays, ont en effet freiné les exportations. Dans un contexte de redressement des

cours du lait depuis l'été 2016, les prix à la production des produits laitiers ont augmenté (+ 1,2 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2017 et + 4,7 % sur un an), conduisant à une nouvelle hausse du chiffre d'affaires (respectivement + 2,5 % et + 7,5 %) (graphique 14).

Graphique 14

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la croissance du chiffre d'affaires des produits laitiers s'est accélérée**



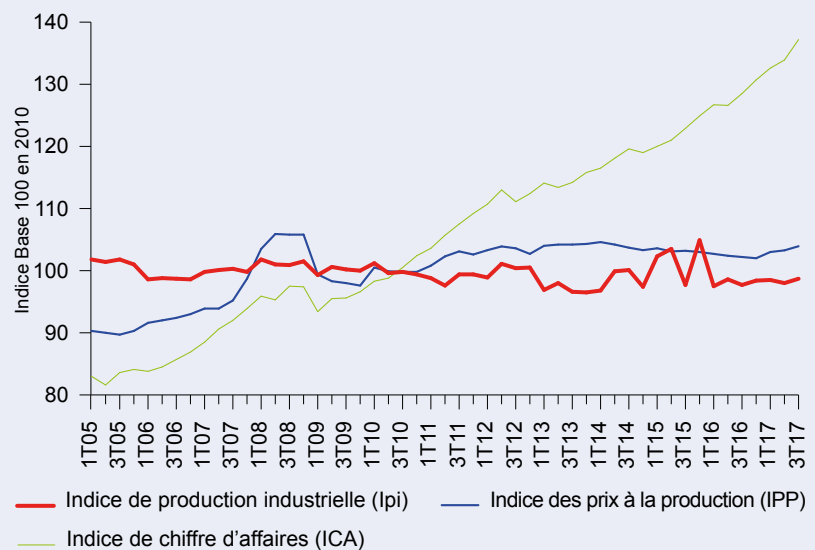
Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

## Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, le déficit commercial s'est de nouveau réduit en valeur sur un an

Relativement stable depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2016, la production a très légèrement augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (+ 0,7 %). Sur un an, elle s'est en revanche stabilisée après avoir évolué en dents de scie sur la première partie de l'année. La hausse des fabrications de pâtes alimentaires, favorisée par l'augmentation des disponibilités nationales en blé dur, a été compensée par le recul des fabrications de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation et de pain et pâtisserie fraîche. Le déficit commercial s'est, de son côté, réduit sur un an (- 2,7 % en valeur) pour le deuxième trimestre consécutif, affichant son niveau le plus faible depuis 2010 pour cette période, grâce à une bonne tenue des prix et des volumes en hausse pour les exportations et en baisse pour les importations. L'augmentation des prix à la production amorcée en début d'année s'est prolongée (+ 0,6 % par rapport au trimestre précédent et + 1,7 % sur un an), soutenant la croissance du chiffre d'affaires (+ 6,6 % sur un an) (graphique 15).

Graphique 15

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, le chiffre d'affaires du secteur a atteint un nouveau pic**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA



## Autres produits alimentaires : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial s'est une nouvelle fois fortement amélioré

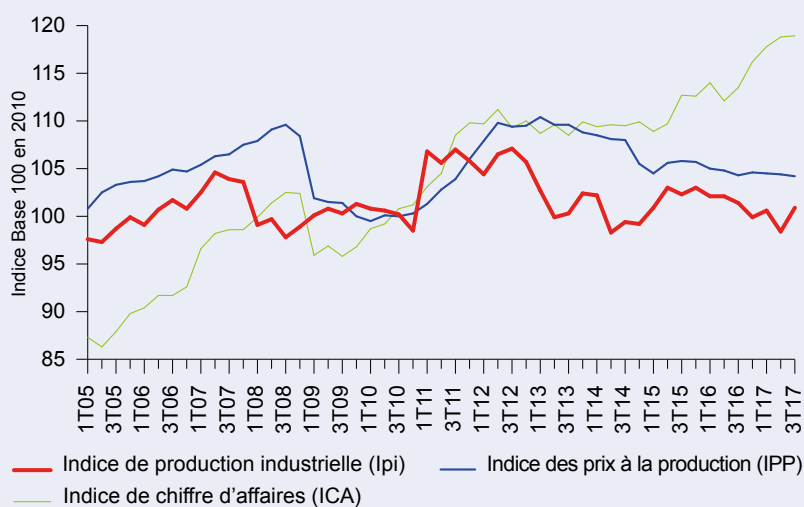
Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production des autres produits alimentaires a augmenté (+ 2,5 % par rapport au trimestre précédent), rompant avec la tendance baissière amorcée fin 2015. Elle a été favorisée par la hausse des fabrications de plats préparés et d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques. Sur un an, en revanche, le repli de la production amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016 s'est poursuivi (- 1,6 %), à un rythme néanmoins moins marqué qu'au trimestre précédent. La production a pâti du recul des fabrications d'autres aliments non classés ailleurs (soupe, ovo-produits, levures, extraits et jus de viande et de poissons, etc.), de café et thé transformés et de sucre, en lien notamment avec les cours relativement bas de ce dernier. Soutenues par la demande extérieure et les prix, les exportations se sont de nouveau accrues sur un an (+ 8,2 % en valeur et + 2,5 % en volume), conduisant pour le troisième trimestre consécutif à une nette amélioration de l'excédent commercial en valeur. De 25 millions d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, il est passé à 85 millions d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, principalement

grâce à la hausse des prix et des volumes exportés de thés et cafés transformés et d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques. Les prix à la production, sont quant à eux restés stables, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an. Le chiffre d'affaires sectoriel s'est,

de son côté, stabilisé par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2017, tout en poursuivant sa croissance sur un an malgré le repli de la production et la stabilité des prix au niveau de la branche (encadré Sources, définitions et méthode - point 3) (graphique 16).

Graphique 16

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production des « autres produits alimentaires » est repartie à la hausse tandis que le chiffre d'affaires s'est stabilisé à un niveau élevé**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

## Alimentation animale : au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, l'excédent commercial s'est de nouveau détérioré en valeur ainsi qu'en volume

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, les fabrications d'aliments pour animaux ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent (+ 1 %) tout en demeurant à un niveau relativement faible. Après plusieurs trimestres de baisse, la production s'est stabilisée sur un an, la hausse de la production d'aliments composés pour bovins, en lien avec l'amélioration de la situation dans le secteur laitier et pour ovins et porcins ayant été compensée par le recul des

fabrications d'aliments pour volailles consécutif au repli des mises en place de poulets. L'excédent commercial s'est réduit en valeur sur un an (- 7,4 %), rompant avec les améliorations observées sur la première moitié de l'année. En volume, l'excédent commercial s'est également de nouveau contracté (- 12,3 % sur un an), en raison d'une baisse de la demande étrangère et d'une hausse des quantités achetées. Après un bref et léger

sursaut au 2<sup>e</sup> trimestre 2017, les prix à la production ont renoué au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 avec la tendance baissière amorcée début 2013. Sur un an, ils ont en revanche été étales, tandis que le chiffre d'affaires poursuivait sa progression entamée en début d'année après plusieurs trimestres de repli (+ 2,1 % sur un an) (encadré Sources, définitions et méthode - point 3).

## Boissons : sur un an, la production est stable tandis que le chiffre d'affaires et l'excédent commercial ont de nouveau augmenté

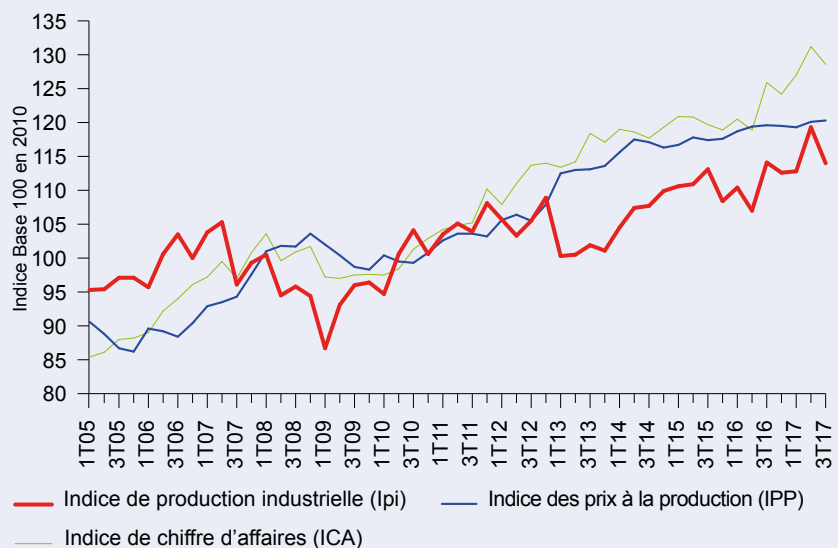
Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production de boissons a diminué (- 4,4 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2017), après avoir été dynamique au trimestre précédent et atteint un niveau record sous l'effet de la hausse de la demande étrangère et de plusieurs pics de chaleur au printemps. Elle a été pénalisée par le recul des fabrications de boissons non alcoolisées (boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille) et de bières. Sur un an, la production s'est en revanche stabilisée (+ 0,2 %), la hausse des fabrications de boissons alcooliques distillées (+ 6,6 %) ayant été contrebalancée par la baisse des fabrications de bières (- 8,8 %) freinées par le recul de la demande européenne. Le repli de la production de bières est toutefois à relativiser dans la mesure où le niveau avait atteint un sommet aux 3<sup>e</sup> trimestres 2016 et 2015, en lien respectivement avec l'Euro de football en 2016, et un été relativement chaud en 2015 (2<sup>e</sup> été le plus chaud après celui de 2003). Par ailleurs, elle demeure à un niveau relativement élevé pour la période. Soutenues par les prix et la demande des pays tiers, en particulier pour les vins et les boissons rafraîchissantes non alcoolisées, les exportations

se sont accrues sur un an, tant en valeur (+ 5,1 %) qu'en volume (+ 0,7 %). Les importations se sont de leur côté réduites en volume (- 3,2 %) mais ont progressé en valeur (+ 5 %). En conséquence, l'excédent commercial s'est renforcé en valeur pour le quatrième trimestre consécutif (+ 5,1 % sur un an), avoisinant les 3,2 milliards d'euros, soit un montant historiquement élevé pour un 3<sup>e</sup> trimestre. En

volume, l'excédent s'est également fortement accru (+ 3,9 %), s'établissant, lui aussi, à son niveau le plus élevé pour la période. Sous l'effet de la baisse de la production, le chiffre d'affaires du secteur a, pour la première fois depuis le début de l'année, cédé du terrain par rapport au trimestre précédent (- 2 %) tout en poursuivant sa croissance sur un an grâce aux prix (+ 1,3 %) (graphique 17).

Graphique 17

**Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production et le chiffre des boissons ont baissé mais demeurent à des niveaux élevés**



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

## Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :**

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi\\_m2015.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf)

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

### Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons », Synthèses n° 2017/315, octobre 2017
- « Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3<sup>e</sup> trimestre 2016 », Synthèses n° 2017/312, juillet 2017
- « En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faibles hausses », Synthèses n° 2017/304, mai 2017
- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an », Synthèses n° 2017/298, janvier 2017
- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an », Synthèses n° 2016/296, octobre 2016

### Les primeurs IAA :

- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - Nouvelle progression des investissements antipollution en 2015 », Agreste primeur n° 347, novembre 2017
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - En 2016, baisse des ventes dans les filières animales », Agreste primeur n° 346, juillet 2017
- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - La prévention et la lutte contre le réchauffement climatique progressent en 2014 », Agreste primeur n° 339, octobre 2016
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Forte hausse des ventes de boissons, baisse des ventes de produits alimentaires en 2015 », Agreste primeur n° 338, septembre 2016

### Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>



Avril 2018 - n° 2018/321

Retour éditorial

## Synthèses

### En 2017, l'excédent agroalimentaire recule de nouveau et atteint son plus bas niveau depuis 2009, sous l'effet d'une chute des exportations de céréales et de la hausse des importations

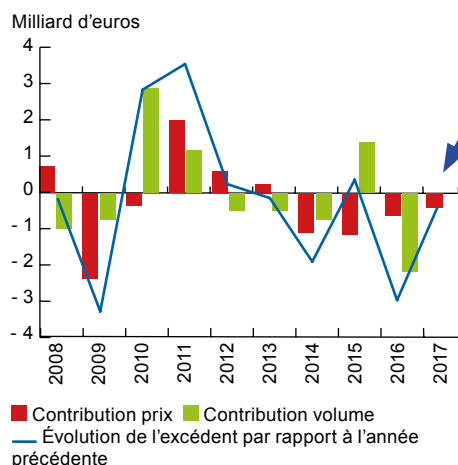
**A**près une chute de plus de 3 milliards d'euros (Md€) enregistrée en 2016, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires recule de nouveau en 2017 pour s'établir à 5,7 Md€ (- 0,4 Md€), soit le niveau le plus bas depuis 2009. C'est aux produits agricoles bruts (- 0,8 Md€) qu'il faut imputer cette nouvelle diminution, en lien notamment avec la contraction importante des exportations en volume de céréales jusqu'en août 2017, conséquence des mauvaises récoltes de l'été 2016. L'augmentation des importations de produits bruts, principalement de fruits et légumes pèse également sur le solde des échanges de produits agricoles bruts qui devient ainsi déficitaire pour la première fois depuis trente ans. En revanche, l'excédent en produits transformés s'accroît (+ 0,4 Md€), notamment à la faveur des ventes de boissons alcoolisées et de sucre, tandis que les soldes commerciaux des produits laitiers et des produits issus de la pêche se dégradent sensiblement. Les prix de la majorité des produits sont orientés à la hausse, surtout ceux des produits importés. Si l'Union européenne demeure le principal débouché des produits français, son poids dans les échanges agricoles et agroalimentaires ne cesse de reculer depuis 2009 avec une dégradation plus marquée depuis trois ans.

En 2017, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires s'établit à 5,7 Md€ en recul de 0,4 Md€ par rapport à 2016. Les exportations progressent en

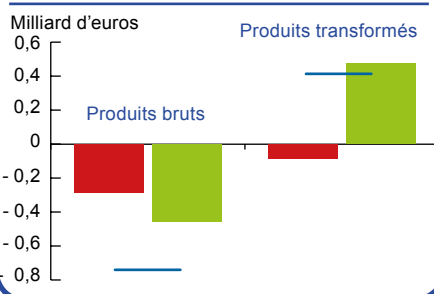
valeur (+ 4 %, à 61,1 Md€), sous l'effet de la croissance des prix et des volumes (+ 2 % chacun) mais insuffisamment

depuis 2009, l'excédent agroalimentaire 2017 confirme la tendance baissière depuis 2012, exception faite de la légère embellie de 2015.

Graphique 1 - En 2017, la nouvelle baisse de l'excédent agroalimentaire français en valeur apparaît comme la conséquence d'un effet prix



En 2017, la progression des volumes de produits transformés a compensé la chute des volumes de produits bruts



Pour la première fois, le solde commercial en produits bruts devient déficitaire

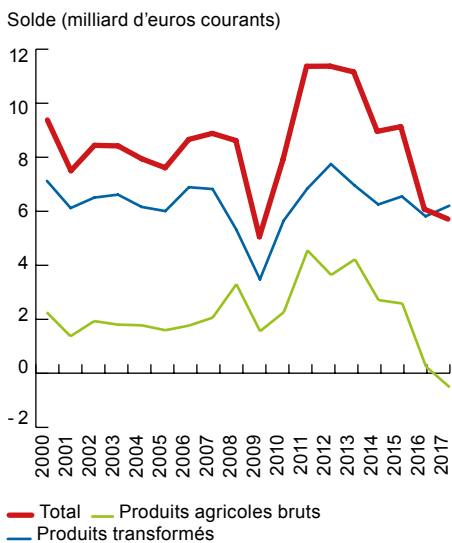
La détérioration de l'excédent global s'explique par l'apparition, pour la première fois depuis trente ans, d'un déficit des échanges de produits agricoles bruts (- 0,5 Md€, soit - 0,8 Md€ par rapport au solde 2016) (graphique 2).

pour contrebalancer la hausse encore plus forte des importations (+ 5 % à 55,4 Md€) due à l'augmentation des quantités et surtout des prix (respectivement + 2 % et + 3 %) (graphique 1). Avec son plus faible niveau

Les céréales, au premier rang des produits bruts exportés, sont les principales contributrices. L'aggravation du déficit commercial en fruits et légumes frais sous l'effet de la hausse des importations grève également lourdement le solde des produits bruts.

Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

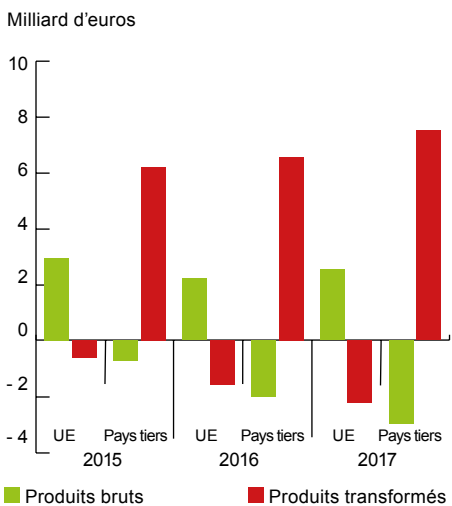
**Graphique 2 - En 2017, l'excédent agroalimentaire français régresse en valeur pour la 2<sup>e</sup> année consécutive du fait des produits bruts**



Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

En 2017, le solde des produits bruts se dégrade exclusivement avec les pays tiers de 1,2 Md€ tandis que l'excédent des échanges de produits transformés s'améliore avec les pays tiers (+ 1,1 Md€) mais se dégrade avec l'UE (- 0,7 Md€) (*graphique 3*). L'excédent global en produits transformés atteint 6,2 Md€, soit + 0,4 Md€ par rapport à 2016.

**Graphique 3 - En 2017, les déficits des échanges en produits bruts avec les pays tiers et en produits transformés avec l'UE se sont de nouveau creusés**

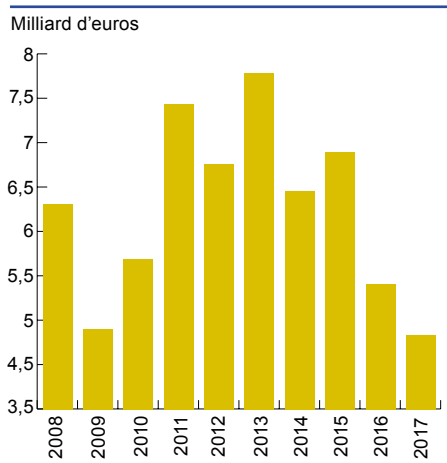


Source : DGDDI (Douanes) - Traitement SSP

**Céréales : la faiblesse des récoltes 2016 a pesé fortement sur les exportations en 2017**

En 2017, pour la deuxième année consécutive, l'excédent commercial des céréales (4,4 Md€) se contracte (- 651 millions d'euros (M€) (*graphique 4*). En lien avec des récoltes 2016 et 2017 contrastées dans l'Hexagone, les échanges de céréales ont une nouvelle fois été marqués par deux phases de commercialisation bien distinctes.

**Graphique 4 - L'excédent commercial en céréales diminue pour la deuxième année consécutive**



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

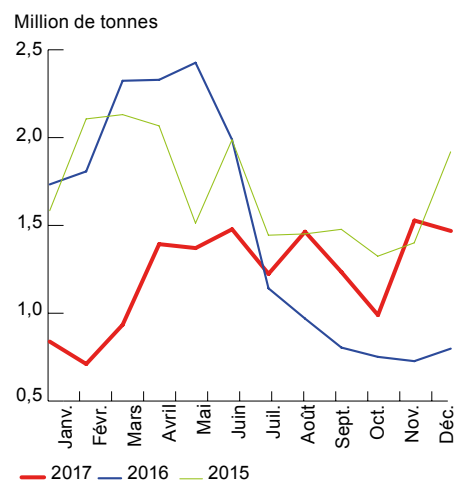
Sur la première moitié de l'année 2017, les prix des céréales françaises ont été soutenus par une production 2016 historiquement faible et des disponibilités moindres à l'exportation, malgré une qualité pénalisée par la météo. Dans un contexte de surabondance mondiale en céréales et avec des caractéristiques techniques peu compatibles avec les exigences de nos principaux clients étrangers, le blé tendre et l'orge françaises ont toutefois souffert de leur faible compétitivité à l'exportation. À partir de juillet 2017, l'arrivée d'une nouvelle moisson plus conséquente, combinée à une offre toujours pléthorique à l'international (notamment en mer Noire avec une récolte record en Russie), a pesé fortement sur les cours des céréales à paille et plus particulièrement du blé tendre. Malgré quelques aléas climatiques (gel en avril, vagues de chaleur et sécheresse durant la floraison des cultures, épisodes pluvieux au moment des récoltes), la récolte française a été bien meilleure tant qualitativement

(teneur en protéines et poids spécifiques élevés) que quantitativement (troisième plus importante après celles de 1998 et de 2015). À partir de l'automne, la tendance baissière de l'euro face au dollar et, dans une moindre mesure, l'activité à l'exportation ont contribué à redresser légèrement les prix du blé libellés en euros.

Sur les six premiers mois de 2017, avec des quantités exportées de blé tendre quasiment deux fois moins importantes que sur la même période de 2016, du fait de l'offre réduite et de la demande moindre, principalement en provenance des pays tiers, les exportations en valeur diminuent fortement, malgré des prix fermes (+ 8 % sur un an). À l'inverse, au second semestre 2017, les expéditions de blé en volume sont à nouveau dynamiques (+ 56 % par rapport au second semestre 2016) mais ne font que rattraper le retard de l'année précédente (*graphique 5*). Elles bénéficient en outre de prix en légère progression (+ 1 % sur un an).

Au total, sur l'ensemble de 2017, les ventes de blé tendre à destination de l'étranger diminuent de 424 M€ par rapport à 2016 (- 15 %). En dépit d'un prix moyen du blé français qui augmente de 5 % sur un an à l'exportation, les quantités vendues reculent de 3,3 Mt, pour s'établir à 13,9 Mt. Les pertes de marché les plus importantes concernent en premier lieu le Maroc (plus de la moitié de la diminution totale, soit - 1,7 Mt), malgré une amélioration en

**Graphique 5 - Forte baisse des volumes de blé tendre exportés sur la première partie de l'année 2017**



Source : DGDDI (Douanes)

toute fin d'année facilitée par la baisse des droits à l'importation sur le blé meunier. Ce pays avait toutefois importé massivement en 2016 pour compenser une récolte pénalisée par la sécheresse. Viennent ensuite l'Égypte (- 0,4 Mt), le Mexique et la Thaïlande (avec - 0,3 Mt pour ces deux destinations) et l'Algérie (- 0,2 Mt) malgré un bon second semestre pour ce pays (+ 1,1 Mt par rapport au second semestre 2016).

Après une année 2016 déjà en nette baisse (- 32 %), les exportations françaises en valeur d'orge se contractent de 76 M€ en 2017 (- 8 %). Les quantités comme les prix reculent (- 4 % dans les deux cas). À l'instar du blé tendre, l'évolution se déroule en deux temps. Sur la première moitié de 2017, les volumes d'orge exportés reculent de 16 % par rapport à 2016. Le Maroc et la Chine, deux des principaux clients pour l'origine française en 2016, affichent les plus fortes baisses (respectivement - 0,5 Mt et - 0,3 Mt). Le premier a acheté massivement des orges françaises sur la première moitié de 2016 du fait de la sécheresse alors que le second (bien que premier débouché pour les orges brassicoles françaises) n'achète que lorsque les quantités qui lui sont vendues par l'Australie sont insuffisantes. Comme en 2016, l'Arabie saoudite (premier importateur historique d'orges fourragères) reste le principal moteur des exportations françaises sur la première moitié de 2017 (+ 0,2 Mt sur un an). Au second semestre 2017, les volumes expédiés renouent avec la hausse (+ 17 %), surtout vers les pays du Maghreb (+ 0,2 Mt), les Pays-Bas (+ 0,1 Mt) et l'Arabie saoudite (+ 0,1 Mt).

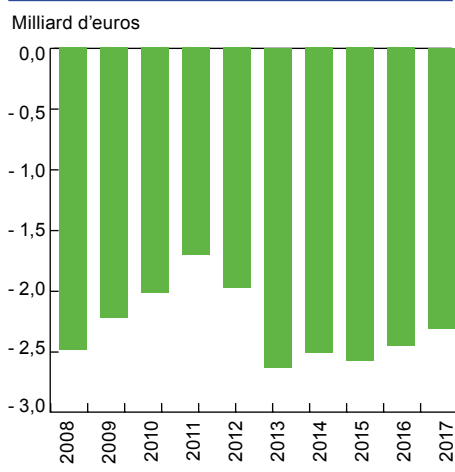
Les exportations de maïs fléchissent de 192 M€ sur un an (- 13 %). Pénalisé de nouveau par son prix à l'exportation (+ 11 % par rapport à 2016) et par la faiblesse des disponibilités (outre la diminution des surfaces, un déficit pluviométrique a, pour la deuxième année consécutive, limité les rendements de la récolte 2016, principalement écoulee en 2017), le maïs français est moins compétitif par rapport aux autres céréales pour les utilisations en alimentation animale et les quantités exportées régressent. Les ventes diminuent particulièrement

vers l'Espagne (- 0,3 Mt), premier débouché pour le maïs français (34 % des exportations en volume en 2017). Au total, les volumes exportés reculent de près d'un quart par rapport à 2016, à 4,3 Mt.

### Pour la deuxième année consécutive, réduction du déficit de la filière oléoprotéagineuse grâce au repli des importations

En 2017, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) atteint 2,3 Md€, en baisse de 145 M€ (graphique 6).

### Graphique 6 - En 2017, le déficit commercial de la filière oléoprotéagineuse se réduit mais reste à un niveau élevé



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Le déficit des seuls échanges de graines oléoprotéagineuses se réduit de 202 M€ par rapport à 2016 à la faveur essentiellement de la baisse des importations (- 183 M€ dont - 196 pour les fèves de soja et - 99 pour les graines de tournesol) due au repli des volumes. Les quantités achetées de soja reculent de 0,5 Mt (- 47 %) par rapport au niveau record de 1,1 Mt atteint en 2016 dans un contexte de forte demande de la trituration française et de prix bas du fait de l'abondance de soja sur le marché mondial. Le moindre recours au soja importé s'explique par une hausse des disponibilités en France (multiplication par quatre des surfaces de soja depuis 2012) mais surtout par la concurrence des blés à fort taux de protéines pour l'alimentation du bétail, alors que les cours des graines ont augmenté

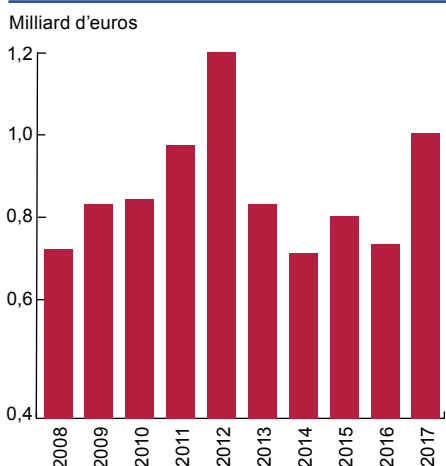
légèrement à partir de l'été tirés par la demande chinoise et par les inquiétudes quant aux conditions de culture du soja américain. Pour les graines de tournesol, les volumes achetés diminuent de 0,2 Mt (- 37 %). Malgré la faiblesse de la production française de tournesol en 2016, inférieure à la moyenne quinquennale du fait de la contraction des surfaces semées et des faibles pluies de l'été, les niveaux des stocks, supérieurs à ceux de l'année précédente, ont en effet permis de limiter les importations.

De son côté, le déséquilibre du commerce extérieur des huiles, graisses et tourteaux se creuse de 57 M€ par rapport à 2016. Le déficit des seuls échanges d'huiles et de corps gras s'alourdit de 187 M€ du fait de la réduction des exportations (- 97 M€ à 1 Md€) notamment d'huile de soja et de tournesol conjuguée à la hausse des importations (+ 90 M€ à 2,1 Md€) en particulier d'huile d'olive, de margarine ou encore d'huile de tournesol. À l'inverse, le déficit des échanges de tourteaux fléchit pour la seconde année consécutive de 130 M€ grâce au repli des importations (- 104 M€ à près de 1,3 Md€) sous l'effet de la diminution des prix (- 6 %) et des volumes (- 2 %) et à la hausse des exportations (+ 25 M€, à 153 M€). Cette amélioration provient surtout d'achats extérieurs en tourteaux de soja moins importants (- 3 % en volume et surtout - 8 % en valeur dans un contexte de prix tirés vers le bas dans le sillage des graines). En effet, les fabricants français d'aliments pour le bétail ont eu tendance à incorporer plus de blé tendre dans les rations animales du fait des disponibilités accrues en blés français à teneur élevée en protéines.

### Sucre : la progression des exportations tire l'excédent des échanges

Après une année 2016 pénalisée par la faiblesse de la production sur la campagne 2015/16, l'excédent commercial du sucre progresse en 2017, retrouvant son niveau de 2011 (graphique 7). L'année 2017 est marquée par deux campagnes de commercialisation bien distinctes : celle de 2016/17 (janvier à

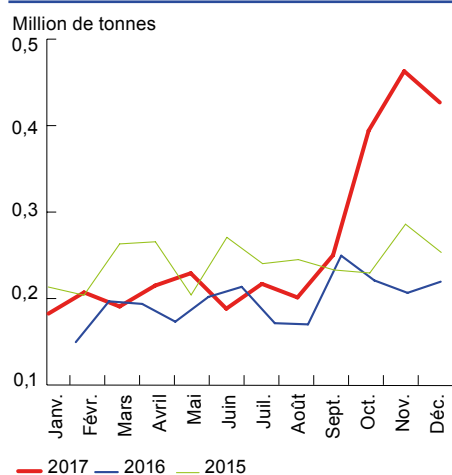
## Graphique 7 - L'excédent commercial en sucre dépasse le milliard d'euros en 2017



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

septembre), la dernière sous le régime des quotas et de la limitation des exportations, et la campagne 2017/18 (octobre à décembre), sans quotas depuis le 1<sup>er</sup> octobre. Si la production de sucre de la campagne 2016/17 a augmenté par rapport à la campagne précédente, les disponibilités totales en sucre ont cependant été légèrement inférieures à celles de 2015/16, en raison de la baisse du report du sucre hors-quota d'une campagne sur l'autre. Toutefois, la fin des quotas sucriers pour la campagne 2017/18 a encouragé la hausse des emblavements en betteraves favorisant ainsi un accroissement marqué de la production de sucre en France.

## Graphique 8 - Forte hausse des exportations de sucre en volume avec la fin des quotas



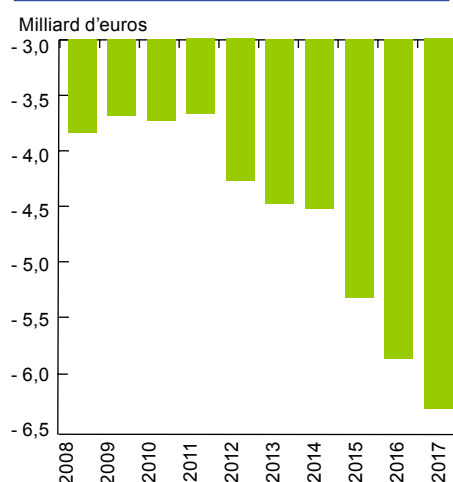
Source : DGDDI (Douanes)

Au total sur l'année 2017, avec des disponibilités en sucre en progression, les exportations croissent de 224 M€ pour atteindre 1,3 Md€ du fait exclusivement de l'augmentation de 23 % des volumes exportés sur un an (+ 79 % au dernier trimestre) (graphique 8). Dans le même temps, malgré des prix en hausse (+ 4 %), les importations de sucre diminuent de 2 % à 272 M€, en raison de la baisse des volumes (- 6 %).

## Fruits et légumes : le déficit commercial se creuse toujours plus sous l'effet des importations

En 2017, le déficit structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) s'accroît de 470 M€, dépassant les 6,4 Md€ (graphique 9).

## Graphique 9 - Le déficit commercial de la filière fruits et légumes continue de se dégrader



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

La moitié est imputable au seul déséquilibre des échanges de fruits frais, en augmentation pour la troisième année consécutive (+ 224 M€). Cet accroissement résulte de la hausse des importations, en volume comme en valeur, soit + 235 millions d'euros (+ 6 % sur un an). Les fruits « exotiques » (avocats, bananes, dattes, figues, ananas, goyaves, mangues) ont été les plus gros contributeurs à la croissance des volumes importés et plus particulièrement les bananes. Pour ces dernières, les importations atteignent près de 0,8 Mt au total soit + 31 % par rapport à 2016 alors même que les quantités en provenance des

DOM ont diminué de 29 %, s'établissant à 164 000 tonnes. Si les plus importants fournisseurs de bananes sont la Côte-d'Ivoire (un quart des quantités achetées), le Cameroun (20 %) et la Colombie (14 %), la hausse la plus notable concerne les achats en provenance du Royaume-Uni (transit « virtuel » via l'île de Jersey), multipliés par cinq entre 2016 et 2017. Les tonnages, comparativement à la Côte-d'Ivoire, restent cependant modestes (71 000 tonnes au total sur 2017). Les achats d'agrumes, autres contributeurs majeurs aux importations de fruits, sont en revanche stables d'une année sur l'autre (1,1 Mt), en grande majorité originaires d'Espagne (0,7 Mt).

En 2017, aux mauvais résultats commerciaux enregistrés à l'exportation par les fruits frais s'ajoute l'alourdissement du déficit en légumes frais de 124 M€ sous l'effet des importations de légumes (+ 132 millions d'euros par rapport à 2016). Les prix expliquent cette hausse en valeur (+ 5 %), consécutive à l'envolée début 2017 des cours européens, déséquilibrés par la forte réduction des disponibilités dans les pays du Sud de l'Europe liée au froid et au gel.

Après deux années consécutives de baisse, les volumes exportés de pommes de terre se redressent (+ 8 %) mais sont insuffisants pour empêcher la contraction de l'excédent commercial due essentiellement au recul des prix à l'exportation (- 11 %). En valeur, les exportations de pommes de terre en frais diminuent de 24 M€ à 526 M€ tandis que les importations (120 M€) s'accroissent légèrement (+ 1 %). En 2016, les prix des pommes de terre avaient fortement augmenté à la suite de récoltes pénalisées par les aléas climatiques (excès d'eau au printemps, sécheresse entre août et octobre), malgré des surfaces en progression. Avec le retour d'une récolte 2017 plus abondante à la faveur de l'augmentation des emblavements et des rendements (malgré certaines difficultés liées au déficit hydrique en début de cycle), les prix se sont largement détendus et ce, bien avant la période d'arrachage des pommes de terre.

Enfin, concernant les produits transformés à base de fruits et légumes,



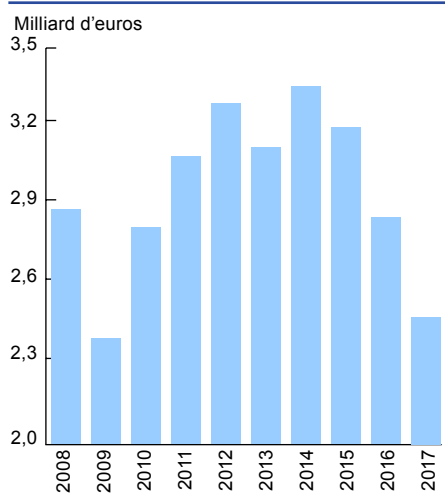
seules les ventes de confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, les pois appertisés. Au total, avec une contribution de 46 % au déséquilibre commercial global en 2017, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se creuse de 122 M€ en raison principalement de l'augmentation des volumes (+ 4 % par rapport à 2016).

### En 2017, la croissance des importations de produits laitiers entraîne une nouvelle baisse de l'excédent

En 2017, l'excédent des échanges de produits laitiers (hors glaces et sorbets) fléchit de 368 millions d'euros pour atteindre 2,5 Md€ (graphique 10). Pénalisé par un accroissement des importations (+ 728 M€ sur un an) supérieur à celui des exportations (+ 360 M€ soit + 6 % après deux années de baisse) il atteint le niveau le plus bas depuis 2009 (graphique 11). L'amélioration de l'excédent avec les pays tiers (+ 13 % en valeur) ne permet pas de compenser la réduction par deux de celui avec l'UE.

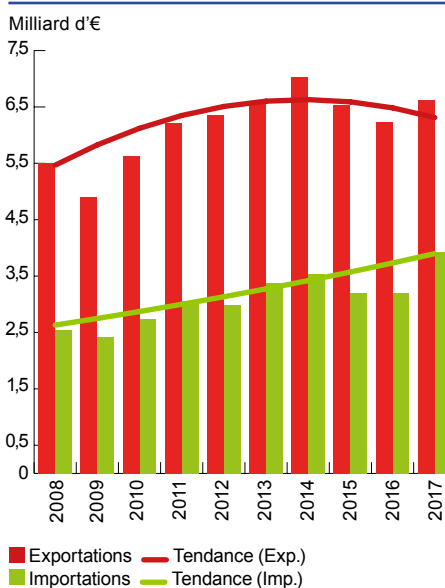
Les prix des produits laitiers et plus particulièrement l'écart de valorisation entre la matière grasse du lait et la matière protéique expliquent en grande partie les évolutions. Avec une collecte de lait hexagonale quasiment stable en 2017 par rapport à 2016, les disponibilités en matières premières ont stagné. Jusqu'en juillet 2017, la collecte a diminué en raison de la contraction du cheptel laitier et d'un déficit fourrager ne pouvant être compensé par les producteurs dans un contexte économique difficile, puis est repartie à la hausse à partir du mois d'août avec la revalorisation du prix du lait. Face à un recul important du prix de la poudre de lait sur le marché mondial, les transformateurs ont privilégié les fabrications de crème en 2017, pour la troisième année consécutive, entraînant une moindre disponibilité en matière grasse pour l'élaboration de beurre, en tant que coproduit partiel des poudres. Après un premier trimestre baissier sur le marché communautaire en général et en France en particulier les prix du beurre, soutenus par la faiblesse des stocks et la réduction des fabrications européennes,

Graphique 10 - L'excédent commercial en produits laitiers recule pour la troisième année d'affilée



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Graphique 11 - Hausse en valeur des exportations de produits laitiers en 2017 mais augmentation plus importante des importations



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

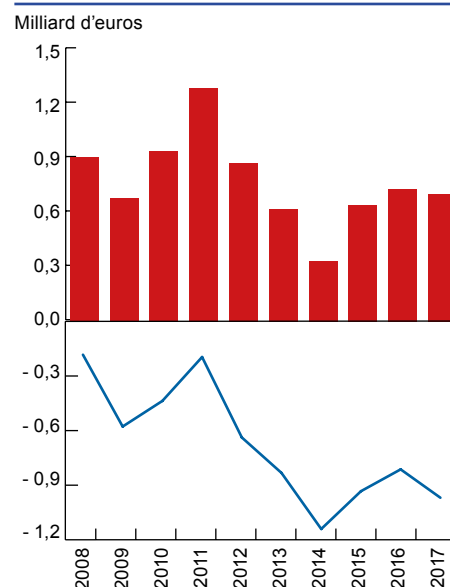
ont atteint des niveaux historiquement élevés sur les vingt dernières années. Dans ce contexte, le beurre et les pâtes à tartiner laitières contribuent le plus à la dégradation du solde commercial de produits laitiers (- 256 M€). Avec des disponibilités insuffisantes, les exportations augmentent en valeur (+ 128 M€) uniquement du fait de la hausse des prix (+ 33 %). Dans le même temps, la progression des importations est plus forte (+ 384 M€) en raison d'achats en volume et surtout de prix plus élevés (respectivement + 4 % et + 53 %).

Pour la seconde année consécutive, l'excédent des échanges de fromages s'érode en valeur (- 94 M€), conséquence là aussi d'une croissance plus importante des importations (+ 174 M€) soutenues à la fois par les volumes et les prix (respectivement + 9 et + 4 %) que des exportations (+ 80 M€) uniquement tirées par les prix (+ 3 %).

### Filières animales : une aggravation du déficit des échanges de viande en lien avec l'augmentation des importations de viande porcine

En 2017, l'excédent commercial des filières animales s'établit à 0,7 Md€, en diminution de 31 M€ par rapport à 2016 (graphique 12).

Graphique 12 - En 2017, détérioration de l'excédent des filières animales



■ Filières animales (animaux vivants, produits animaux)  
 — Dont viandes, préparations et produits de l'abattage

Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Porté par l'essor des exportations de bovins vivants (+ 76 M€ à 1,4 Md€) en lien avec le dynamisme des expéditions vers l'UE (et plus particulièrement vers l'Italie, principal débouché pour les bovins français), l'excédent des animaux vivants (1,7 Md€) augmente de 103 M€.

Le déficit des échanges de produits animaux (viandes, préparations et sous-produits issus de l'abattage : abats, peaux,...) se creuse, quant à lui, de

134 M€, dépassant le milliard d'euros du fait de la dégradation des soldes commerciaux en viande porcine et en viande de volaille (respectivement - 85 viande de volaille (respectivement - 85 et - 26 M€ par rapport à 2016). À contrario, le déséquilibre des viandes bovines se réduit de 12 M€ à la faveur de l'augmentation des exportations (+ 32 M€) sous l'effet essentiellement des prix (+ 3 % par rapport à 2016), les volumes ne progressant que légèrement. En revanche, les importations s'accroissent (+ 19 M€) du fait du seul renchérissement des prix dans un contexte où la consommation apparente française de viande bovine continue de diminuer en 2017.

En viande de porc, le solde commercial reste excédentaire en 2017 mais se réduit, pénalisé par un accroissement des importations (+ 115 M€, soit + 17 %) supérieur à celui des exportations (+ 30 M€). Les prix des importations augmentent plus que les volumes, respectivement + 14 % et + 3 %. L'Espagne reste le principal fournisseur du marché français pour les viandes fraîches et congelées, devant l'Allemagne. La progression des exportations est portée par les prix (+ 9 %), les volumes diminuant (- 5 %). Les prix bénéficient au premier semestre d'une demande chinoise toujours ferme malgré le repli de ses achats par rapport à 2016 mais aussi d'une consommation intérieure relativement soutenue compte tenu des conditions météorologiques favorables aux achats de viande de porc au printemps.

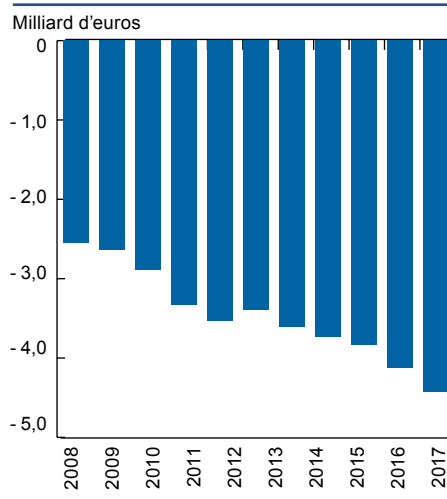
Quant à la viande de volaille, les exportations françaises diminuent de 13 M€ en 2017 par rapport à 2016, du fait du repli des ventes de poulets entiers congelés, en particulier à destination du Moyen-Orient. La concurrence des viandes brésiliennes et le développement de la production intérieure pénalisent l'origine française notamment en Arabie saoudite, premier débouché en valeur en 2016. La seconde épidémie d'influenza aviaire de fin 2016 - début 2017 a également handicapé les exportations françaises à destination de l'Asie du fait des restrictions imposées par les Philippines et le Vietnam concernant la viande en provenance

de France, d'Allemagne et des Pays-Bas. Parallèlement, les importations françaises progressent de 13 M€.

### En 2017, la hausse des importations creuse le déficit structurel de la filière pêche

En France, la production de produits aquatiques ne couvre que très partiellement la consommation. Le solde du commerce extérieur de la filière pêche (y c. aquaculture et produits préparés issus de la pêche) est donc structurellement fortement négatif. En 2017, pour la cinquième année consécutive, le déficit se creuse un peu plus (4,4 Md€) (graphique 13).

Graphique 13 - Le déficit commercial de la filière pêche se dégrade



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

Dans un contexte de prix en hausse pour la majorité des espèces échangées en lien avec une offre limitée (quotas de pêche revus à la baisse, recul des captures de thons dans le Pacifique...) et une demande mondiale dynamique, les exportations françaises augmentent légèrement en valeur (+ 1 %), à un peu plus de 1,5 Md€, malgré des volumes en repli. Cette hausse des exportations est insuffisante pour contrebalancer celle des importations (6 Md€, soit + 6 % en valeur et + 3 % en volume). La valeur des achats de poissons frais ou congelés (entiers et filetés) s'accroît (+ 5 %) de même que celle des préparations et conserves de poissons (+ 8 %).

### Vins et spiritueux continuent de porter l'excédent des échanges agroalimentaires français

En 2017, l'excédent commercial en vins et spiritueux atteint 11,5 Md€, en hausse pour la troisième année consécutive (graphique 14). Avec 9,1 Md€, les exportations de vins et Champagne sont particulièrement dynamiques (+ 0,8 Md€) sous l'effet des volumes et des prix (respectivement + 6 et + 4 %).

Pour la première fois depuis 2010, les volumes de vins et Champagne exportés vers l'UE renouent avec la croissance (+ 2 %), après avoir été freinés par la faiblesse des disponibilités des récoltes de 2013 à 2015. Les volumes progressent vers 21 des 27 autres États membres de l'UE et notamment vers notre principal partenaire en volume, l'Allemagne. À l'inverse, ils régressent vers le Royaume-Uni.

En valeur, la hausse vers l'UE est encore plus marquée (+ 5 % par rapport à 2016) et concerne la plupart des pays de l'UE (25), en particulier les principaux marchés à l'export français : Royaume-Uni, Allemagne et Belgique (respectivement + 5 %, + 3 % et + 5 %). Les exportations vers le Royaume-Uni (1,1 Md€), premier débouché européen en valeur pour les vins et Champagne français, retrouvent même le chemin de la croissance du fait d'une meilleure valorisation des vins français, malgré la poursuite de l'appréciation de l'euro face à la livre sterling.

À destination des pays tiers, les exportations françaises, en volume comme en valeur, sont particulièrement dynamiques, notamment vers la zone Chine, Hong Kong, Singapour, Taïwan et les États-Unis, dans le sillage des bons résultats enregistrés de 2016. Ces débouchés représentent, à eux seuls, 54 % de l'augmentation en valeur des exportations en 2017 et contribuent à l'accroissement progressif du poids des pays tiers dans les exportations françaises (59 % contre 57 % en 2016).

En valeur et toutes zones confondues, les États-Unis demeurent nos premiers clients pour les vins et Champagne français avec 1,6 Md€ (soit 18 % des exportations totales). Vers la Chine,

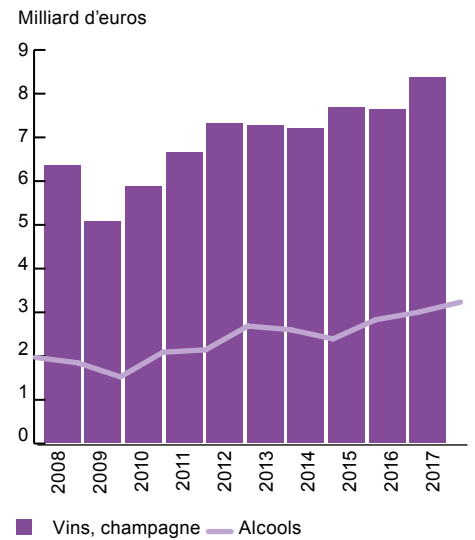
troisième débouché à l'export en 2017, les exportations sont soutenues pour la troisième année consécutive, atteignant 0,8 Md€ soit 8 % des expéditions de vins et Champagne français à l'international. Toutes les catégories de vins sont touchées, reflétant la réorientation progressive du marché chinois vers une plus large gamme de produits (même si le Bordeaux représente encore l'essentiel des achats de vins à la France) qui accompagne le développement économique et social des classes moyennes urbaines.

Sur la même période, les importations françaises s'accroissent de 12 % en valeur (+ 89 M€), dépassant 0,8 Md€, conséquence de la hausse de nos achats en provenance d'Espagne et principalement de vins en vrac. La France est le deuxième importateur

mondial de vins en vrac derrière l'Allemagne.

En 2017, les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, rhum, etc.) sont en hausse de 254 M€ (+ 6 %), s'élevant à 4,4 Md€. Les ventes de Cognac qui représentent plus des deux tiers des expéditions françaises d'alcools distillés en 2017, progressent de 299 M€ par rapport à 2016 (+ 11 %), sous l'effet de la hausse des quantités vendues. Les ventes augmentent surtout à destination des pays tiers et notamment des États-Unis et de la Chine. Vers la Chine, les exportations sont particulièrement soutenues (454 M€), soit + 31 %. Vers les États-Unis, premier débouché du Cognac français, les expéditions restent fermes, augmentant de 109 M€ (+ 10 %) en 2017 à près de 1,2 Md€.

### Graphique 14 - Les excédents commerciaux en vins et spiritueux continuent de progresser



Source : DGDDI (Douanes) - CPF 2015

**Tableau 1 - Les exportations s'accroissent vers un grand nombre de destinations, à l'exception notable de l'Algérie, de l'Arabie saoudite et de la Grèce**

Destinations	Exportations en 2017 (million d'euros)	Évolution 2017/2016 (million d'euros)	Évolution 2017/2016 (%)	Les trois produits contribuant le plus à l'évolution des exportations françaises vers ce pays
Belgique	6 625	257	4	Café et thé transformés (56 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (49 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (45 millions d'euros)
Allemagne	6 610	177	3	Café et thé transformés (142 millions d'euros) Cacao, chocolat et produits de confiserie (-47 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (30 millions d'euros)
Italie	5 647	281	5	Vaches laitières, vivantes et lait de vache, brut (54 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (35 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (30 millions d'euros)
Royaume-Uni	5 321	85	2	Vins de raisin (53 millions d'euros) Sucre (27 millions d'euros) Légumes et melons, racines et tubercules (-26 millions d'euros)
Espagne	5 016	213	4	Autres bovins et buffles, vivants et leur sperme (60 millions d'euros) Viandes de boucherie et produits d'abattage (33 millions d'euros) Café et thé transformés (19 millions d'euros)
États-Unis	4 346	342	9	Vins de raisin (200 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (74 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (28 millions d'euros)
Pays-Bas	3 469	139	4	Huiles et graisses (-47 millions d'euros) Café et thé transformés (41 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (35 millions d'euros)
Chine	2 516	448	22	Aliments homogénéisés et diététiques (197 millions d'euros) Vins de raisin (146 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (113 millions d'euros)
Suisse	1 685	35	2	Vins de raisin (39 millions d'euros) Cacao, chocolat et produits de confiserie (10 millions d'euros) Légumes et melons, racines et tubercules (-10 millions d'euros)
Japon	1 191	41	4	Vins de raisin (39 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (-20 millions d'euros) Pain ; pâtisseries et viennoiseries fraîches (13 millions d'euros)
Algérie	1 144	-26	-2	Fruits à pépins et à noyau (-19 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (15 millions d'euros) Aliments homogénéisés et diététiques (10 millions d'euros)
Singapour	978	76	8	Vins de raisin (58 millions d'euros) Produits laitiers et fromages (12 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (5 millions d'euros)
Hong Kong	754	57	8	Vins de raisin (24 millions d'euros) Boissons alcoolisées distillées (21 millions d'euros) Viandes de volailles (11 millions d'euros)
Portugal	751	26	4	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (39 millions d'euros) Huiles et graisses (-13 millions d'euros) Légumes et melons, racines et tubercules (-7 millions d'euros)
Pologne	736	115	18	Cacao, chocolat et produits de confiserie (29 millions d'euros) Autres produits alimentaires n.c.a. (11 millions d'euros) Vins de raisin (11 millions d'euros)
Canada	678	50	8	Vins de raisin (26 millions d'euros) Biscottes et biscuits ; pâtisseries de conservation (6 millions d'euros) Plats préparés (6 millions d'euros)
Arabie saoudite	556	-24	-4	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (51 millions d'euros) Viandes de volailles (-40 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (-29 millions d'euros)
Suède	543	19	4	Vins de raisin (16 millions d'euros) Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (13 millions d'euros) Boissons rafraîchissantes ; eaux minérales et autres eaux en bouteille (-6 millions d'euros)
Grèce	534	-16	-3	Céréales (à l'exclusion du riz), légumineuses et oléagineux (9 millions d'euros) Sucre (-6 millions d'euros) Viandes de volailles (-3 millions d'euros)
Danemark	492	25	5	Produits amylacés (10 millions d'euros) Vins de raisin (8 millions d'euros) Huiles et graisses (-7 millions d'euros)

Source : DGDDI (Douanes), traitement SSP

Tableau 2 - En 2017, les volumes et les prix tirent les exportations en valeur à la hausse...

Produits CPF4	Montant des exportations 2017 (million d'euros)	Évolution de la valeur des exportations 2017/2016 (%)	Évolution des volumes exportations 2017/2016 <sup>(1)</sup> (%)	Évolution des prix 2017/2016 <sup>(1)</sup> (%)
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>61 092</b>	<b>3,9</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	13 887	-2,9	- 3,1	0,2
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>12 850</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 3,5</b>	<b>0,1</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	6 214	- 9,4	- 9,5	0,1
<i>Céréales n. c. riz</i>	4 928	- 11,8	- 13,5	2,0
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 284	1,5	8,5	- 6,5
Légumes, fleurs, plantes	2 432	0,6	4,3	- 3,6
<i>Légumes</i>	2 148	0,4	4,2	- 3,7
Prod. cult. permanentes	1 916	4,0	2,7	1,3
<i>Fruits</i>	1 513	0,8	1,7	- 0,9
<i>Café, cacao, thé</i>	28	4,7	- 1,8	6,7
Animaux vifs, œufs, miel	2 289	4,9	1,6	3,2
<i>Bovins</i>	1 462	5,5	3,5	1,9
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>432</b>	<b>6,3</b>	<b>7,7</b>	<b>- 1,3</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>604</b>	<b>0,7</b>	<b>- 1,5</b>	<b>2,2</b>
<b>IAA, TABACS</b>	47 206	6,0	3,7	2,2
Viandes, produits de l'abattage	4 522	3,7	- 0,5	4,3
<i>Viande bovine</i>	931	3,5	0,5	3,0
<i>Viande porcine</i>	824	3,8	- 5,2	9,5
<i>Volaille</i>	835	-1,5	0,2	-1,8
Prod. préparés de la pêche	926	1,8	- 1,5	3,3
Prod. à base de fruits & légumes	2 057	4,9	4,3	0,6
Huiles, tourteaux, corps gras	1 150	- 5,9	17,6	- 20,0
<i>Tourteaux</i>	153	19,8	21,4	- 1,3
Produits laitiers, glaces	6 618	6,2	- 1,3	7,7
<i>Fromages</i>	3 048	2,7	- 0,3	3,0
Produits des céréales	2 665	0,9	0,1	0,7
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 978	5,0	2,4	2,5
Autres produits alimentaires	9 034	11,8	10,4	1,2
<i>Sucre</i>	1 277	21,2	22,7	- 1,2
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 193	0,8	1,6	- 0,8
Aliments pour animaux	2 197	4,5	-1,7	6,3
Boissons	15 872	6,7	4,7	2,0
<i>Vins, champagne</i>	9 103	9,8	6,1	3,5
<i>Eaux de vie, alcools</i>	4 432	6,1	5,2	0,8
Tabacs	187	- 25,9	- 34,0	12,3

Source : DGDDI (Douanes), traitement SSP

Note de lecture : en 2017, les exportations de céréales s'élevaient à 4,9 milliards d'euros, soit une baisse de 12 % par rapport à 2016 : les quantités exportées de céréales diminuent de 14 % et les prix auxquels elles ont été vendues augmentent de 2 %.

(1) : cf. Méthodologie

**Tableau 3 - La croissance des importations en valeur est supérieure à celle des exportations sous l'effet combiné des volumes et des prix**

Produits CPF4	Montant des importations 2017 (million d'euros)	Évolution de la valeur des importations 2017/2016 (%)	Évolution des volumes importés 2017/2016 <sup>(1)</sup> (%)	Évolution des prix 2017/2016 <sup>(1)</sup> (%)
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>55 430</b>	<b>5,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,7</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	<b>14 424</b>	<b>2,5</b>	<b>0,2</b>	<b>2,3</b>
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>12 459</b>	<b>2,9</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	1 825	- 9,4	- 10,9	1,7
<i>Céréales n. c. riz</i>	492	- 1,3	- 8,4	7,7
<i>Oléoprotéagineux</i>	1 329	- 12,1	- 11,8	- 0,4
Légumes, fleurs, plantes	3 344	4,6	0,5	4,1
<i>Légumes</i>	2 788	5,0	0,1	4,9
Prod. cult. permanentes	6 730	6,3	4,4	1,8
<i>Fruits</i>	4 368	5,7	6,3	- 0,6
<i>Café, cacao, thé</i>	904	- 4,8	- 2,9	- 2,0
Animaux vifs, œufs, miel	560	0,6	- 2,4	3,2
<i>Bovins</i>	27	- 10,2	27,2	- 29,4
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>248</b>	<b>- 1,1</b>	<b>4,9</b>	<b>- 5,7</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>1 717</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 2,2</b>	<b>2,2</b>
<b>IAA, TABACS</b>	<b>41 006</b>	<b>5,9</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>
Viandes, produits de l'abattage	5 541	5,7	0,3	5,3
<i>Viande bovine</i>	1 188	1,7	- 1,2	2,9
<i>Viande porcine</i>	777	17,4	3,3	13,6
<i>Volaille</i>	1 059	1,3	- 0,8	2,1
Prod. préparés de la pêche	4 239	8,4	4,9	3,3
Prod. à base de fruits & légumes	4 983	4,6	3,8	0,8
Huiles, tourteaux, corps gras	3 392	- 0,4	0,5	- 1,0
<i>Tourteaux</i>	1 274	- 7,6	- 2,0	- 5,7
Produits laitiers, glaces	3 921	22,7	5,0	16,8
<i>Fromages</i>	1 532	12,8	8,7	3,8
Produits des céréales	1 736	2,9	2,9	0,0
Biscuits, pâtisseries, pâtes	2 319	3,7	0,4	3,3
Autres produits alimentaires	8 542	6,1	4,0	2,0
<i>Sucre</i>	272	- 2,2	- 6,3	4,4
<i>Chocolat, confiserie</i>	3 061	1,6	2,6	- 1,1
Aliments pour animaux	1 058	5,6	8,1	- 2,4
Boissons	3 610	5,9	1,7	4,1
<i>Vins, champagne</i>	838	11,9	6,3	5,3
<i>Eaux de vie, alcools</i>	1 183	1,5	3,8	- 2,2
Tabacs	1 666	- 7,7	4,2	- 11,4

Source : DGDDI (Douanes), traitement SSP

Note de lecture : en 2017, les importations de céréales s'élevaient à 492 millions d'euros, soit une baisse de 1 % par rapport à 2016 : les quantités importées de céréales diminuent de 14 % et les prix auxquels elles ont été achetées augmentent de 8 %.

(1) : cf. Méthodologie

**Tableau 4 - Au total, l'excédent des échanges agricoles et agroalimentaires recule en 2017 principalement du fait de la hausse des importations**

Produits CPF4	Montant des échanges 2017 (million d'euros)	Évolution du solde entre 2016 et 2017 (million d'euros)	Contribution des volumes à l'évolution du solde entre 2016 et 2017 <sup>(1)</sup> (million d'euros)	Contribution des prix à l'évolution du solde entre 2016 et 2017 <sup>(1)</sup> (million d'euros)
<b>Produits agricoles bruts et agroalimentaires</b>	<b>5 663</b>	<b>- 371,6</b>	<b>18,8</b>	<b>- 390,4</b>
<b>PRODUITS BRUTS</b>	<b>- 537</b>	<b>- 767,9</b>	<b>- 470,8</b>	<b>- 297,1</b>
<b>Agriculture et élevage</b>	<b>391</b>	<b>- 802,5</b>	<b>- 519,6</b>	<b>- 283,0</b>
Céréales, légumineuses, oléagineux	4 389	- 450,9	- 430,0	- 20,9
<i>Céréales n. c. riz</i>	4 436	- 650,7	- 713,1	62,4
<i>Oléoprotéagineux</i>	- 45	202,4	285,8	- 83,3
Légumes, fleurs, plantes	- 912	- 132,0	90,0	- 221,9
<i>Légumes</i>	- 640	- 123,6	88,1	- 211,7
Prod. cult. permanentes	- 4 814	- 322,8	- 228,9	- 93,9
<i>Fruits</i>	- 2 855	- 224,0	- 235,2	11,2
<i>Café, cacao, thé</i>	- 876	46,6	26,6	20,0
Animaux vifs, œufs, miel	1 729	103,1	49,4	53,8
<i>Bovins</i>	1 435	78,8	40,5	38,3
<b>Produits sylvicoles</b>	<b>184</b>	<b>28,4</b>	<b>19,1</b>	<b>9,3</b>
<b>Pêche et aquaculture</b>	<b>- 1 113</b>	<b>6,2</b>	<b>29,7</b>	<b>- 23,4</b>
<b>IAA, TABACS</b>	<b>6 200</b>	<b>396,3</b>	<b>489,6</b>	<b>- 93,3</b>
Viandes, produits de l'abattage	- 1 019	- 134,2	- 38,9	- 95,4
<i>Viande bovine</i>	- 257	12,3	18,3	- 6,1
<i>Viande porcine</i>	47	- 84,6	- 62,7	- 21,9
<i>Volaille</i>	- 224	- 26,2	10,5	- 36,7
Prod. préparés de la pêche	- 3 313	- 311,6	- 205,8	- 105,8
Prod. à base de fruits & légumes	- 2 926	- 122,1	- 95,6	- 26,5
Huiles, tourteaux, corps gras	- 2 242	- 57,3	196,5	- 253,8
<i>Tourteaux</i>	- 1 122	129,7	54,4	75,3
Produits laitiers, glaces	2 698	- 336,5	- 242,9	- 93,6
<i>Fromages</i>	1 516	- 94,1	- 127,1	33,0
Produits des céréales	929	- 26,3	- 44,5	18,1
Biscuits, pâtisseries, pâtes	- 341	11,2	38,2	- 27,0
Autres produits alimentaires	491	458,4	523,7	- 65,3
<i>Sucre</i>	1 004	229,5	256,2	- 26,6
<i>Chocolat, confiserie</i>	- 868	- 29,4	- 44,6	15,2
Aliments pour animaux	1 138	39,6	- 117,2	156,8
Boissons	12 262	801,0	637,8	163,2
<i>Vins, champagne</i>	8 265	727,0	459,3	267,7
<i>Eaux de vie, alcools</i>	3 249	236,3	174,6	61,6
Tabacs	- 1 479	74,0	- 161,8	235,9

Source : DGDDI (Douanes), traitement SSP

Note de lecture : en 2017, l'excédent des échanges de céréales s'élève à 4,4 milliards d'euros, soit une baisse de 651 millions d'euros par rapport à 2016 ; l'évolution des quantités échangées contribue pour 713 millions d'euros à la diminution de l'excédent mais la hausse des prix permet d'atténuer cette évolution à hauteur de 62 millions d'euros

(1) : cf. Méthodologie

**Tableau 5 - Les 20 premiers excédents et les 20 premiers déficits français en produits agroalimentaires en 2017**

Excédent + / déficit -	Produits	Solde en 2017 (million d'euros)	Évolution 2017/2016 (million d'euros)	Évolution 2017/2016 (%)
+	Vins de raisin frais, à l'exclusion des vins mousseux ; moûts de raisins	5 221	505	11
+	Boissons alcoolisées distillées	3 249	236	8
+	Vins mousseux, issus de raisin frais	3 043	222	8
+	Blé, à l'exclusion du blé dur	2 261	- 392	- 15
+	Fromages	1 516	- 94	- 6
+	Maïs	1 016	- 206	- 17
+	Sucre de canne ou de betterave raffiné et saccharose chimiquement pur, solide, sans arôme, ni colorant	915	212	30
+	Orge	869	- 84	- 9
+	Autres bovins et buffles, à l'exclusion des veaux, vivants	836	- 4	0
+	Aliments homogénéisés et diététiques	762	166	28
+	Eaux minérales et gazeuses, non sucrées, ni aromatisées	710	- 1	0
+	Aliments pour animaux de compagnie	675	30	5
+	Aliments pour animaux de ferme, à l'exclusion des fourrages déshydratés (luzerne)	448	16	4
+	Produits alimentaires divers n.c.a.	423	57	16
+	Yaourts et autres produits lactés fermentés ou acidifiés	417	- 26	- 6
+	Autres plats préparés (y compris les pizzas surgelées)	416	30	8
+	Pommes de terre	406	- 25	- 6
+	Pommes	404	- 20	- 5
+	Farines préparées	397	51	15
+	Lait en poudre écrémé	394	24	7
-	Cacao en fèves	- 349	85	- 20
-	Autres conserves et préparations à base de fruits	- 356	6	- 2
-	Bananes, bananes plantains et assimilés	- 367	- 112	44
-	Oranges	- 369	- 18	5
-	Bière, à l'exclusion des résidus de brasserie	- 369	- 88	31
-	Pains d'épices ; biscuits sucrés ; gaufres et gaufrettes	- 420	- 21	5
-	Filets de poissons et autres viandes de poisson (y compris hachées), frais ou réfrigérés	- 423	- 21	5
-	Huile d'olive, brute	- 429	- 34	8
-	Chocolat et préparations à base de cacao (à l'exclusion du cacao en poudre sucré), conditionnés sous différentes formes	- 431	- 42	11
-	Beurre et pâtes à tartiner laitières	- 506	- 255	102
-	Café vert, en cerise ou en grain	- 507	- 37	8
-	Jus d'orange	- 520	- 50	11
-	Plants : plants de pépinière, bulbes, tubercules et rhizomes, boutures et greffons ; blanc de champignon	- 550	- 26	5
-	Autres préparations et conserves à base de poissons, à l'exclusion des plats préparés	- 649	- 55	9
-	Filets de poissons, congelés ou surgelés	- 686	- 33	5
-	Crustacés, congelés ou surgelés	- 794	- 72	10
-	Café, décaféiné ou torréfié	- 984	0	0
-	Poissons, frais ou réfrigérés	- 1 054	- 51	5
-	Tourteaux et autres résidus solides de graisses et d'huiles végétales	- 1 122	130	- 10
-	Cigares, cigarillos et cigarettes contenant du tabac ou des succédanés	- 1 300	79	- 6

Source : DGDDI (Douanes), traitement SSP



## Sources et définitions

### Source

Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

### Calcul des effets volume et prix :

Pour cette étude, l'évolution de la valeur des exportations, des importations et du solde du commerce extérieur entre l'année n - 1 et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution des exportations, des importations et du solde commercial.

- $pe_1$  : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n - 1
- $pe_2$  : la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- $pi_1$  : la valeur unitaire à l'importation de l'année n - 1
- $pi_2$  : la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- $qe_1$  : la quantité exportée de l'année n - 1
- $qe_2$  : la quantité exportée de l'année n
- $qi_1$  : la quantité importée de l'année n - 1
- $qi_2$  : la quantité importée de l'année n

Pour les exportations au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

- effet quantité  $n/n - 1 = (pe_1 * qe_2 - pe_2 * qe_1) / (pe_1 * qe_1)$

Il représente l'évolution des exportations à prix unitaire constant par rapport à l'année n - 1.

- effet prix unitaire  $n/n - 1 = (qe_2 * pe_2 - qe_2 * pe_1) / (pe_1 * qe_1)$

Il représente l'évolution des exportations à volume constant par rapport à l'année n - 1.

Le calcul est identique pour **les importations**.

Pour le solde du commerce extérieur, au niveau de chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

- effet quantité  $n/n - 1 = [(pe_1 * qe_2 - pe_2 * qe_1) - (pi_1 * qi_2 - pi_2 * qi_1)] / (pe_1 * qe_1 - pi_1 * qi_1)$

Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant par rapport à l'année n - 1.

- effet prix unitaire  $n/n - 1 = [(qe_2 * pe_2 - qe_2 * pe_1) - (qi_2 * pi_2 - qi_2 * pi_1)] / (pe_1 * qe_1 - pi_1 * qi_1)$

Il représente l'évolution du solde à quantité constante par rapport à l'année n - 1.

3 - On agrège au niveau des groupes de la CPF rév 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

## Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur les vins sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Économie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2016, la chute de l'excédent commercial céréalier contribue à la forte dégradation des échanges agroalimentaires français », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2017/305, mai 2017
- « En 2015, les exportations de vins et alcools tirent la croissance de l'excédent agroalimentaire français », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2016/283, mars 2016
- « Baisse des prix et embargo russe pèsent sur les exportations agricoles et agroalimentaires françaises », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2015/262, mars 2015



# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**Arvalis** : Institut du végétal  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPE** : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**NEPG** : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**StatCan** : Statistique Canada  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**FCO** : fièvre catarrhale ovine  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.rnm.franceagrimer.fr/](http://www.rnm.franceagrimer.fr/)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépot légal : À parution  
© Agreste 2018

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)



# Références des synthèses

## Synthèses

Sur la première partie de campagne 2017-2018, le recul des disponibilités et le dynamisme des exportations tirent les prix des vins d'appellation à la hausse  
*Viticulture*

5 L. Bernadette

En 2017, poursuite du repli de la consommation de viande à domicile par les ménages français et stabilité de la consommation de viande calculée par bilan  
*Consommation de viande*

9 A. Lavergne

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année  
*IAA*

19 M. Kuhn-Le Braz

En 2017 l'excédent agroalimentaire recule de nouveau et atteint son plus bas niveau depuis 2009, sous l'effet d'une chute des exportations de céréales et de la hausse des importations  
*Commerce extérieur agroalimentaire*

35 T. Champagnol

## Organismes et abréviations

49

## Pour en savoir plus

51

## Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 3/11, mars 2018

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins, n° 3/11, mars 2018

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 3/11, mars 2018

C. Pendariès, C. Uglieria

Bovins, enquête cheptel décembre 2017 - Animaux de boucherie, mars 2018

M.A. Lapuyade, E. Mathieu

Ovins, enquête cheptel novembre 2017 - Animaux de boucherie, mars 2018

M.A. Lapuyade, P. Soler

Caprins, enquête cheptel novembre 2017 - Animaux de boucherie, mars 2018

M.A. Lapuyade, P. Soler

Porcins, enquête cheptel novembre 2017 - Animaux de boucherie, mars 2018

C. Uglieria, P. Soler

Aviculture, n° 4/11, décembre 2017, avril 2018

C. Uglieria

Carotte n° 2/3, janvier 2018

S. Bernadet

Chicorée n° 3/4, février 2018

S. Bernadet

Chou-fleur n° 3/4, mars 2018

S. Bernadet

Climatologie, n° 4/12, avril 2018

M. Le Turdu

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 4/12, avril 2018

T. Champagnol

Concombre, n° 4/4, décembre 2017

S. Bernadet

Coûts de production, n° 3/10, mars 2018

M. Kuhn-le Braz, A. Lavergne

Endive, n° 2/4, février 2018

S. Bernadet

Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2018

J-M. Pognat

Lait, n° 4/11, avril 2018

S. Cazeneuve

Laitue n° 2/4, janvier 2018

S. Bernadet

Poireau n° 3/3, mars 2018

S. Bernadet

Prix agricoles et alimentaires n° 4/10, avril 2018

A. Delort

Stocks Pommes-Poires, n° 3/5, mars 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 1 - mars 2018

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*  
*Secrétariat Général*  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---

Prix : 7,00 €